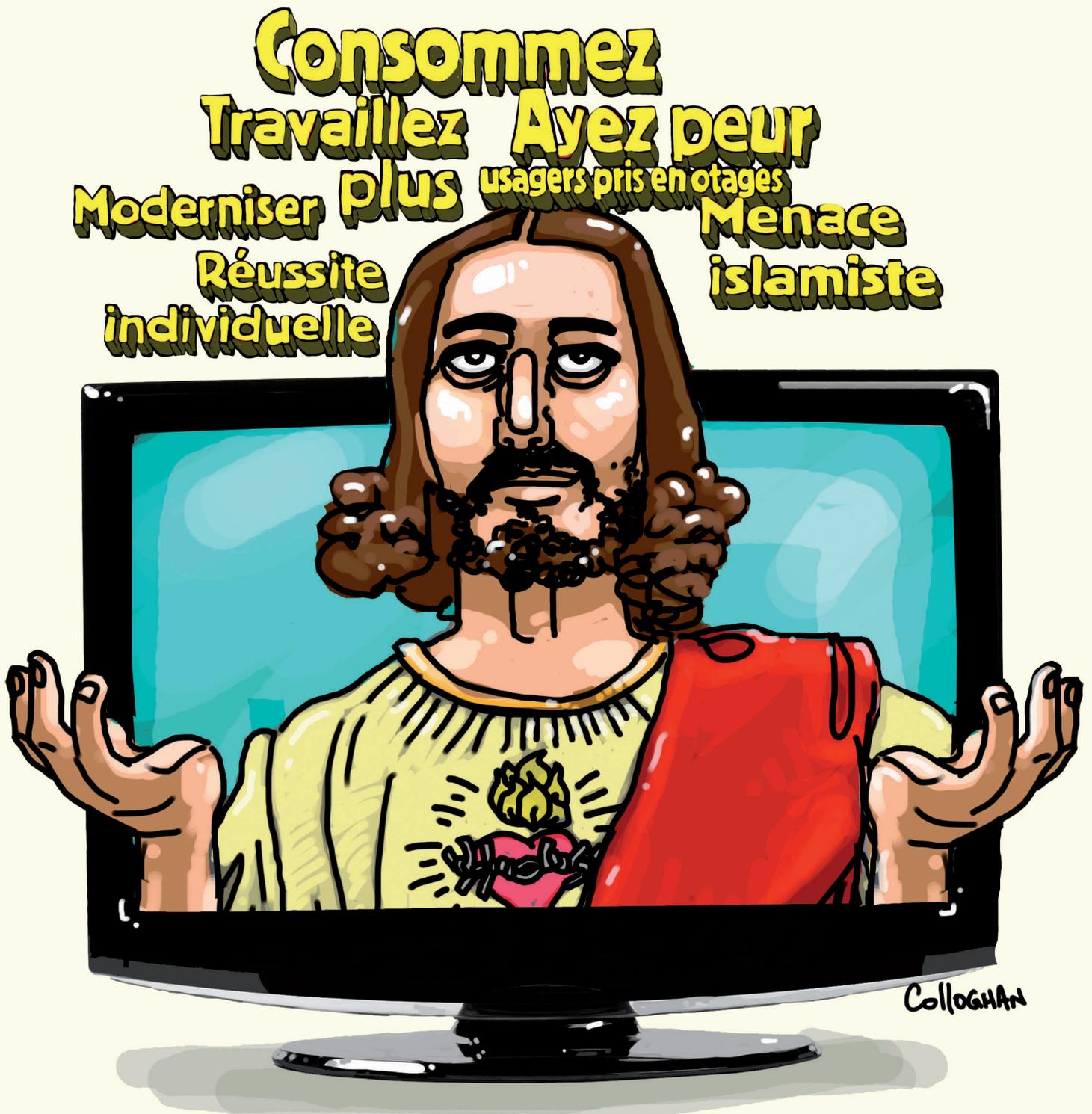


# MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

## La messe du 20h



# « IL N'Y AVAIT PLUS UN FIGARO DANS LES KIOSQUES. JE FAIS VENDRE. »

Nicolas Sarkozy, Le Journal du Dimanche, 23 mars 2014.



## SOMMAIRE

- 4. L'air vicié de « C dans l'air »
- 7. « Secrets d'histoire », un magazine royaliste ?
- 9. BHL en Ukraine (mise en scène : BHL)
- 12. Gaza : les partis pris du traitement médiatique

### 19. MISÈRE(S) DU JT

*Critiquer le JT? – La fabrique de l'information – TF1 et la grève générale en Guadeloupe – Sur France 2: faits divers et divers faits – « La bonne soupe » de Pernaut*

- 30. Le **Data journalism**
- 32. « Le bourrage de crâne », par Victor Serge
- 34. **Acrimed vs Administration fiscale (suite)**
- 35. **Boutique**

### **Médiacritique(s)**

Le magazine trimestriel d'Acrimed

#### **Directeur de la publication**

Henri Maler

#### **Ont collaboré à ce numéro**

Benjamin Lagues, Joachim Lé, Blaise Magnin, Henri Maler, Ugo Palheta, Olivier Poche, Cyrille Rivallan, Jérémy de Rugy, Julien Salingue, Julien Sergère

#### **Illustrations**

Bench, Colloghan

#### **Secrétaires de rédaction**

Olivier Poche, Julien Salingue

#### **Imprimé par**

Espace Imprim  
46, rue de Paradis – 75010 Paris

**Commission paritaire:** 1213 G 91177

**ISSN:** 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

*Dans les annales du journalisme de soupente et de bazar, septembre 2014 fera date. Valérie Trierweiler et Nicolas Sarkozy ont gavé les médias de leur indigeste « actualité ». Au menu, le scandale orchestré autour du roman à l'eau de rose d'une prétendue « première dame » et le faux suspense entretenu autour du prétendu retour d'un ancien président: peopolisation et dépolitisation de la politique. Et finalement, ce fut « Le Retour » qui emporta, d'une courte tête, le grand prix du cirque médiatique.*

*Depuis plusieurs mois, les papoteurs filtraient les rumeurs et les devins décryptaient les signes. Puis tout s'accéléra: dans quelques jours, quelques heures, quelques minutes même IL allait revenir. De concert, mais sans se concerter, la plupart des médias épousèrent la stratégie de communication de l'Ancien et rehaussèrent leur suivisme de commentaires sur la stratégie dont ils étaient les serviles serviteurs. Sur les chaînes en continu, ce fut... en continu. Elles fixèrent le tempo que les autres médias, selon leurs rythmes propres de parution, imitèrent tant bien que mal. Avant, pendant, et après « L'Annonce du Je Reviens », toutes les espèces de la meute se sont mobilisées: les lévriers du journalisme politique, les caniches de la sondologie,*

*les roquets de la publicité et les bassets de la communication. Résultat? Apparemment, beaucoup d'aboiements pour presque rien. En vérité, en se disputant les os du journalisme politicien, les experts du pas grand-chose ont couvert de leurs jappements les enjeux politiques qui sont d'abord les enjeux de la politique: non pas les problèmes qui n'intéressent que le microcosme médiatico-partisan, mais les problèmes dont les politiques sont censés s'occuper. Les grands médias, il est vrai, ne s'en désintéressent pas complètement. Et il peut même arriver que les journaux télévisés, dont il est question dans ce numéro de Médiacritique(s) les évoquent. Mais dans quelles conditions? Et pour en dire quoi?*

*C'est ce dont on pourra se faire une idée en lisant le dossier de la 13<sup>e</sup> livraison de notre trimestriel, qui se penche sur la « grande messe du 20h » et sur la misère de l'information télévisuelle. Des journaux télévisés dont on aurait tort de se désintéresser, sous prétexte qu'à titre personnel, on ne la regarde plus. Car pour une part non négligeable de la population, les JT, et le 20h en particulier, restent le principal, sinon quasi unique, moyen d'information – ou de désinformation.*

# L'AIR VICIÉ DE « C DANS L'AIR »

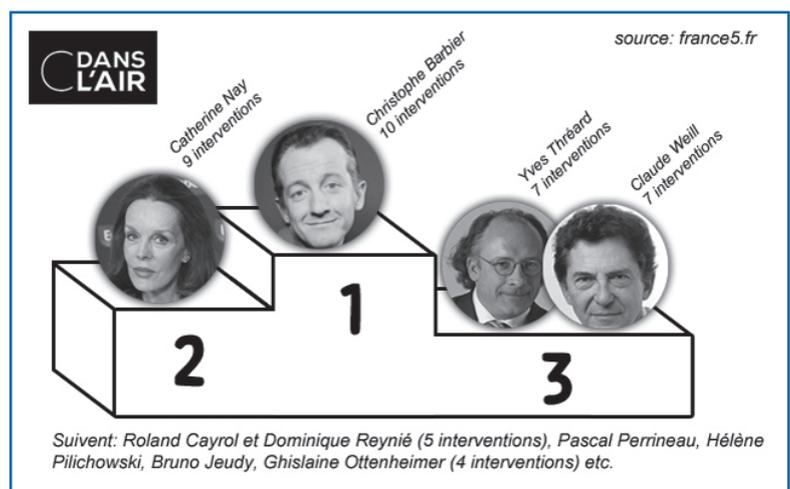
*En cette rentrée, « C dans l'air » fête son treizième anniversaire. Treize longues années et près de 3 000 émissions au cours desquelles, quotidiennement, Yves Calvi et sa bande d'habitues, éditocrates et « experts » médiatiques, jacassent, badinent, font, défont et refont la France et le monde au gré de l'actualité, de leurs inspirations du moment et des messages de téléspectateurs savamment sélectionnés... Autant dire que derrière le gros « bon sens » faussement naïf qui est la marque de fabrique de son animateur et maître de cérémonie, cette émission de « débat » entre « experts » sur le « service public » est surtout une machine à labourer inlassablement le sillon du même consensus éditocratique, quels que soient les sujets...*

« Voici les invités qui ont accepté de participer à ce « C dans l'air » : c'est par cette formule immuable qu'Yves Calvi introduit chaque jour son panel d'« experts ». En nous infligeant le visionnage de plus de deux mois – entre le 5 février et le 15 avril 2014 – de cette émission diffusée du lundi au vendredi sur France 5, nous avons pu vérifier que le fief télévisé d'Yves Calvi était toujours aussi bien gardé...

Le dispositif de « C dans l'air » ne détonne pas franchement dans le paysage médiatique : une petite heure de discussion entre cinq « experts » à l'expertise souvent douteuse, donc, devisant sur les sujets qui agitent l'actualité, le tout saupoudré de quelques reportages. Dans la période observée, Yves Calvi a semble-t-il jugé que l'actualité politique française était prioritaire : sur 50 émissions, 31 furent consacrées à la politique économique, aux « affaires », aux élections, à l'exercice du pouvoir ou encore à l'état de l'opinion. Et pour évoquer ces sujets, Yves Calvi a remis son imagination dans un tiroir et préféré puiser dans la jarre du conformisme pour transformer son émission (et donc la « chaîne du savoir » du service public) en machine à commentaires.

## UN CARNET D'ADRESSE ATROPHIÉ

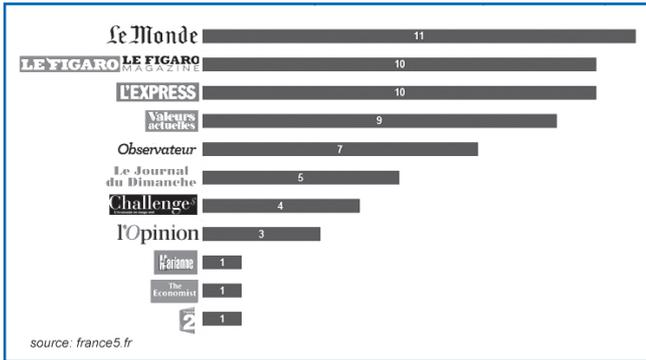
Un rapport de la Commission sur l'image des femmes dans les médias avait déjà évoqué l'absence de parité dans certaines émissions comme « C dans l'air ». À cette observation, il convient d'ajouter le manque de renouvellement dans le choix des « invités »... si l'on peut encore qualifier ainsi des intervenants si réguliers qu'il serait plus juste de les qualifier de chroniqueurs.



## Invités permanents de « C dans l'air » : le tiercé dans l'ordre

Ainsi, sur notre période, Christophe Barbier (*L'Express*) a participé à près d'un tiers des émissions consacrées à un thème touchant à la politique. Mais il est aussi « expert » en géopolitique puisqu'il a « accepté de participer » à un « C dans l'air » sur les relations entre l'UE et l'Ukraine. Suivent derrière lui Catherine Nay, présentée comme « éditorialiste politique à Europe 1 et Valeurs actuelles », avec neuf interventions. Claude Weill (*Nouvel Observateur*) et Yves Thréard (*Le Figaro*) ont été tous deux conviés à sept reprises. Hélène Pilichowski (éditorialiste à... « C dans l'air »), Roland Cayrol, Pascal Perrineau et Dominique Reynié (politologues) figurent dans la liste des « incontournables », complétée par les sondeurs qui constituent un contingent impressionnant : un peu moins d'une dizaine d'interventions tous instituts confondus.

Du côté de la presse, c'est un club des cinq qui se partage les trois quarts des invitations ! *Le Monde*, grâce à un



## Provenance des journalistes et éditorialistes (en nombre d'invitations)

ingénieur système de roulement entre trois journalistes, devance légèrement *Le Figaro* et *L'Express*, suivis de très près par... *Valeurs actuelles*. *Marianne* récolte les miettes avec une seule intervention quand le très neutre Nicolas Beytout a déjà été convié trois fois pour le compte de *L'Opinion*, journal « libéral et pro-business » (*dixit* Beytout

lui-même) créé moins d'un an auparavant. Notons aussi que des quotidiens centenaires tels que *La Croix* ou *L'Humanité* sont snobés.

## RYTHME EFFRÉNÉ ET MÉLOPÉE NÉOLIBÉRALE

En ce qui concerne les thèmes abordés, parmi les 31 émissions peu ou prou consacrées à la politique française au cours de ces deux mois, cette omniprésence des sondeurs, des journalistes issus des plus grands titres parisiens, d'éditocrates patentés et autres patrons de presse, constitue, par elle-même, un indice : alors que l'économie, les réformes et l'emploi ne donnaient lieu qu'à six émissions, les élections à quatre, et les partis politiques à une, les vingt autres approfondissaient avant tout les sujets de préoccupation... du tout-Paris médiatico-politique ! Avec par exemple neuf émissions consacrées à la nomination de Valls à Matignon et au remaniement, sept aux « affaires » (dont six dans la semaine du 5 au 12 mars pour mieux disséquer à chaud les affaires Buisson et Sarkozy), trois au climat politique et un à « l'état de l'opinion »... Un concentré de « politique politicienne » en quelque sorte.

# LA POLITIQUE, L'AIR ET LE VIDE

Le « C dans l'air » du lundi 25 août dernier était logiquement consacré à la démission du gouvernement, intervenue le matin même. Le titre (« *Et maintenant : la crise politique* ») et la liste des invités (Yves Thréard du *Figaro*, Christophe Barbier de *L'Express*, Raphaëlle Bacqué du *Monde* et Brice Teinturier de l'institut Ipsos) ne laissaient guère de suspense quant à la

teneur des discussions : il s'agirait avant tout de décortiquer les rapports de force au sein de la majorité, et surtout de disséquer les tactiques et les ambitions personnelles des ministres et des « ministrables »... Des enjeux cruciaux, de politique économique notamment, sous-tendant les désaccords de fond qui pourraient exister au sein du gouvernement, aboutissant au départ de trois ministres importants, il ne fut finalement pas question, au profit d'une théâtralisation de la vie politique dont on ne s'étonne plus, surtout de la part de « C dans l'air », mais à laquelle on ne saurait se résoudre.

plus crucial encore, chacun en conviendra, sur son surnom de « *fou du troisième* ».

Cette volonté manifeste de réduire cette crise gouvernementale à la seule personne d'Arnaud Montebourg, et à son comportement, interroge. Car même si cet aspect des choses n'est probablement pas absent dans les critiques d'Arnaud Montebourg à l'égard de la politique économique droitiste et inefficace du gouvernement, il n'est pas tout à fait le seul à tenir ce discours... Pourtant il ne fut jamais question au cours de l'émission d'Aurélie Filippetti et Benoît Hamon, respectivement débarqués des ministères de la Culture et de l'Éducation pour les mêmes raisons. Pas plus qu'il ne fut question des critiques convergentes émises par quelques dizaines de députés socialistes « frondeurs », par certains dirigeants d'Europe-Écologie, par le Front de gauche, etc. Sans même parler des économistes éminents (comme le prix Nobel Paul Krugman), ou des institutions aussi peu gauchisantes que le FMI, qui tiennent peu ou prou le même discours !

La première partie de l'émission fut accaparée par le « cas » Arnaud Montebourg, présenté dans le résumé et au cours du débat comme un « *trublion* ». À plusieurs reprises, Yves Calvi a « réorienté » la discussion sur l'ex-ministre de l'Économie, questionnant ses invités sur la « *manière dont il annonce les choses* », sur sa façon d'incarner un « *ministère de la parole* », sur son « *mépris du président* », ou,

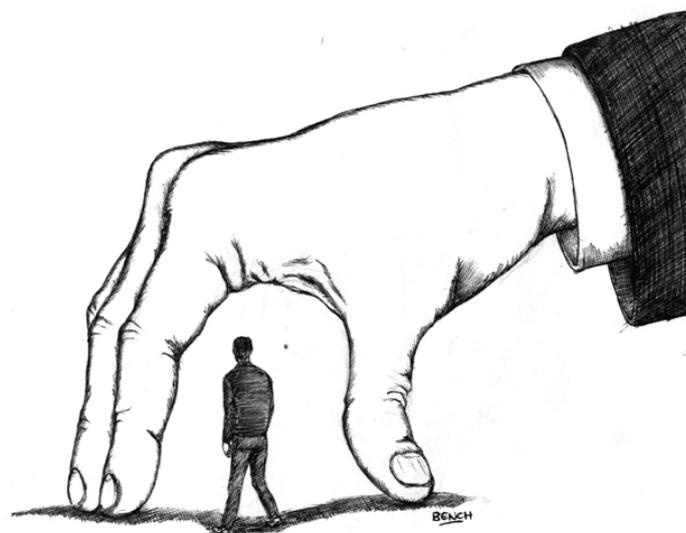


Mais ce sont les deux reportages proposés en cours d'émission qui atteignent le comble de la personnalisation et de la théâtralisation. Le premier, dramatisé à l'envi, avec commentaire et musique à l'appui, revient sur les dernières 24 heures... d'Arnaud Montebourg! Quant au portrait dressé du dirigeant socialiste dans le second sujet, il ne dit évidemment pas un mot de la ligne politique qu'il défend et s'en tient à revenir encore et encore sur son comportement et sur son style, ainsi que sur ses multiples déclarations ayant été source de polémiques. À l'issue de ce reportage, si l'on ne sait rien des propositions de Montebourg, l'on a en revanche appris qu'il serait « *un agent provocateur du PS* », « *un fauve de la politique* » qui « *aiguise ses ambitions* », et qu'il est considéré comme « *dangereux à l'intérieur et incontrôlable à l'extérieur* ».

Un portrait dépolitisé, et uniquement à charge, donc, que corroborent les invités en plateau, unanimes: Yves Thréard donne le ton, pour qui Montebourg « *crache sur*

*les patrons à longueur de journée* », tient « *un discours éculé sur le plan économique* » – il faut dire qu'il est « *contre la mondialisation* ». Bref, il était « *déraisonnable* » et « *irresponsable* » de le nommer à ce poste. Une opinion mesurée, on le voit, qu'aucun invité ne conteste. Raphaëlle Bacqué trouve Montebourg « *un peu ridicule* », et Brice Teinturier voit en lui un « *homme de transgression* » (on a les transgressions qu'on peut). Ainsi se sera prononcé le petit tribunal quotidien de la « *pensée* » dominante...

Mais il serait malhonnête de dire que l'émission n'a porté que sur le comportement de Montebourg. Celle-ci a aussi permis aux invités de proposer de fines analyses des stratégies des uns et des autres, dans une crise présentée comme la conséquence d'une manœuvre politicienne. Et cette agitation politique, réelle friandise médiatique, donne alors lieu à toutes les hypothèses sur les manières pour les uns et



les autres de se sauver « *politiquement* ». On parle alors alliances, recherche de majorité, casting et popularité sondagière: on parle « *politique* », selon la conception qu'on s'en fait et qu'on en donne sur le plateau de « *C dans l'air* ».

\*\*\*

Dans ce traitement médiatique qui pour l'essentiel a privilégié la forme sur le fond, les hommes et femmes politiques ont sûrement leur part de responsabilité. Publicitaires de leur propre

personne, ils sont souvent les premiers à jouer de leur image à travers les médias. Il n'en demeure pas moins qu'en passant sous silence, avec un zèle toujours renouvelé, tout débat de fond qui va au-delà des évidences partagées par une poignée d'éditorialistes, et en donnant une image de la vie politique dépolitisée, cynique et rebutante, les médias dominants et les émissions soi-disant « *politiques* » ont une responsabilité écrasante dans l'atrophie du débat public.

## ÉCLAIR DE LUCIDITÉ

Le « *C dans l'air* » du 4 juillet 2007 – alors présentée par Thierry Guerrier, double estival d'Yves Calvi – livre un grand cru en matière de pédagogie libérale. Intitulé « *Les réformes au banc de l'Assemblée* », il réunit un plateau où le « *pluralisme* » est garanti: René Silvestre, un patron de presse (PDG du groupe L'Étudiant); Jacques Marseille, « *historien économiste* » (et sarkozyste patenté); Pascal Perrineau, un « *politologue* » de droite et directeur du CEVIPOF (un centre de recherches de Sciences Po); et Laurent Joffrin, patron de presse (PDG, alors, de *Libération*). Dès lors, le « *débat* » peut commencer, entre « *libéraux de droite* » et « *libéraux de gauche* », tous soucieux de « *ne pas juger* » mais d'« *expliquer* » (*dixit* Laurent Joffrin).

Pendant le premier quart d'heure de l'émission, nos éminents « *intellectuels* » s'écharpent – avec virulence – sur la question de savoir si le gouvernement mène des « *réformes de riches* » (selon la question de Thierry Guerrier). On peut s'épargner la retranscription détaillée des arguments des uns et des autres, car l'animateur de l'émission en propose lui-même un excellent et percutant résumé. Face à un « *débat* » d'une telle vivacité, à un quart d'heure environ de la fin, Thierry Guerrier finit en effet par s'écrier: « *Enfin vous dites tous la même chose, quoi!* » Pas mieux!

# « SECRETS D'HISTOIRE », UN MAGAZINE ROYALISTE ?

*Présentée par l'animateur-amuseur multcartes Stéphane Bern, et dotée d'un titre qui évoque on ne sait quels mystères, « Secrets d'histoire », l'émission historique de France 2, diffusée depuis 2007, n'a pas pour vocation d'attirer les spécialistes, ni même les amateurs éclairés. Elle n'a pas non plus pour objectif de proposer au plus grand nombre une vision accessible et équilibrée de sujets historiques variés, faisant état des points de consensus dans la communauté historique, tout en laissant une place suffisante au doute et au débat. Elle n'est tout au plus qu'un divertissement audiovisuel qui prend quelques précautions historiennes – et le genre n'est pas a priori méprisable. Mais sous couvert de proposer un divertissement instructif, « Secrets d'histoire » fait passer une très singulière version de l'histoire de France.*

Au moment où réapparaît une « histoire identitaire », dont la petite entreprise éditoriale de Lorant Deutsch constitue l'exemple le plus frappant, et qui s'applique à reconstruire une histoire nationale (ou plutôt nationaliste) simpliste et fantasmée, mieux vaut s'assurer que l'émission évite toute instrumentalisation grossière du passé.

La question mérite d'être posée tant le choix de confier la présentation de cette émission à Stéphane Bern est déconcertant. Ni sa formation (il est diplômé de l'École supérieure de commerce de Lyon), ni son parcours médiatique antérieur [1], n'invitent à penser qu'il détient quelque compétence en la matière. À moins de considérer qu'une passion à toute épreuve pour tout ce qui a trait aux têtes couronnées, une spécialisation journalistique (et mondaine) en la matière, et surtout des convictions... royalistes jamais démenties confèrent *a priori* une légitimité pour traiter de sujets historiques ! Enfin, si l'on peut encore parler de « sujets historiques » à propos du contenu de « Secrets d'histoire »...

En effet, la recension des sujets diffusés depuis 2007 (disponible sur Wikipédia...) permet de constater que Stéphane Bern (grâce au concours des auteurs et des réalisateurs de l'émission) ne s'est pas privé de laisser libre cours à sa fascination : pas moins de **50 sujets sur 85** traitent d'un roi ou d'une reine, d'un empereur ou d'une impératrice, d'un pharaon ou d'une pharaonne, ou encore d'un sultan ! Et encore, ce bilan tient-il compte d'une année 2008 en demi-teinte qui, avec seulement 8 sujets « monarchie » sur 21, fait baisser la moyenne...

Pour le reste, « Secrets d'histoire » s'applique consciencieusement à aborder des sujets historiquement anecdotiques, qui prennent la forme d'énigmes insignifiantes et recuites (« Quel



est le mystère de la bête du Gévaudan ? » ; « Où est caché le trésor des Templiers ? »), ou qui font, encore, la part belle aux « grands hommes », qu'il s'agisse de « célébrités » historiques diverses et variées (Jésus, Barbe Bleue, Casanova, Nostradamus, Robin des Bois), de personnalités artistiques (Molière, Mozart, Monet, Hugo), ou de quasi-contemporains (Clemenceau, De Gaulle, « les milliardaires américains depuis la guerre de Sécession »). Et comme un souverain digne de ce nom ne se conçoit pas sans son palais féerique, Stéphane Bern ne manque pas d'y conduire régulièrement les téléspectateurs (les résidences d'été, le Vatican, l'Élysée...).

Pour ce qui est du mode de traitement choisi, le portrait – autant dire l'hagiographie – domine largement, mais Stéphane Bern ne se refuse pas, pour varier les plaisirs, à s'intéresser régulièrement aux amours royales et aux amants ou aux maîtresses des souveraines et des souverains. La presse à scandales et le journalisme de trou de serrure n'existant pas à ces époques, on sait gré à Stéphane Bern de combler ces lacunes...



Secrets d'histoire  
Saint Louis, sur la terre  
comme au ciel  
09 / 09 / 2014



Secrets d'histoire  
Francois Ier, le roi des  
rois  
06 / 09 / 2014



Secrets d'histoire  
La grande duchesse de  
Luxembourg  
02 / 09 / 2014



Secrets d'histoire  
Juan Carlos, le roi des  
Espagnols  
30 / 08 / 2014

Mais les sommaires complets des saisons 2013 et 2014 permettront de mieux se figurer le menu indigeste et monomaniacal de l'émission :

### 2013

- 15 janvier – *Molière tombe le masque!*
- 19 février – *Juan Carlos, le roi des Espagnols*
- 26 mars – *Si les murs du Vatican pouvaient parler*
- 9 avril – *Le mystère Picasso*
- 7 mai – *Un homme nommé Jésus*
- 14 juillet – *14 juillet 1789: le matin du grand soir*
- 6 août – *Sarah Bernhardt, sa vie, ses folies*
- 13 août – *Richelieu le ciel peut attendre*
- 20 août – *Mozart: la liberté ou la mort!*
- 27 août – *La reine Amélie, une Française au Portugal!*
- 3 septembre – *Moi, Charles Quint, maître du monde*
- 1<sup>er</sup> octobre – *Gatsby et les magnifiques* (portraits des milliardaires américains depuis la guerre de Sécession: John Davison Rockefeller, John Jacob Astor IV, John Pierpont Morgan, William Henry Vanderbilt et Andrew Carnegie)
- 5 novembre – *Frédéric II: le roi de Prusse est un peu baroque*
- 3 décembre – *Georges Clemenceau: un tigre au grand cœur*
- 26 décembre – *Gayatri Devi: une princesse au pays des Maharajas*

### 2014

- 25 février – *Nicolas II: le dernier tsar de Russie*
- 28 juin – *François-Ferdinand ou la fin du monde*
- 14 juillet – *Danton: aux armes citoyens!*
- 15 juillet – *Vacances royales. Portrait des résidences du pouvoir*
- 22 juillet – *La Pompadour ou le roi amoureux*
- 29 juillet – *Agnès Sorel, première des favorites*
- 12 août – *Saint Louis, sur la terre comme au ciel*
- 19 août – *Portrait de La Castiglione, maîtresse de Napoléon III*
- 25 août – *De Gaulle, le dernier des géants*
- Non encore programmés: *La Grande-Duchesse de Luxembourg; Gloire et douleurs de Maria Callas; Les reines de Paris; Portrait de Louis XIV dit le Roi Soleil; Portrait d'Anne de Bretagne; L'irrésistible ascension de Madame de Maintenon*

Ainsi, selon France 2 et Stéphane Bern, l'histoire est avant tout l'histoire privée – et même intime – de celles et ceux qui ont régné et gouverné par le passé. « Secrets d'histoire » est à l'histoire ce que le fait divers, quand il n'est pas dramatique, est souvent à l'information: une occasion de se divertir en racontant des histoires qui séduisent un large public. Or les belles histoires qui nous sont ainsi contées, avec le concours et la caution

de quelques historiens, ne sont pas seulement des divertissements que l'on aurait tort de mépriser au nom de la « haute culture ». Elles affichent aussi des prétentions savantes pour le moins fâcheuses, quand on sait que depuis les années... 1930 et la fondation de l'École des annales, les historiens s'efforcent de ne plus se focaliser sur les événements militaires et politiques, ni sur leurs acteurs dominants, mais ambitionnent de rendre compte des phénomènes culturels, économiques et sociaux, et donc des modes de vie des masses anonymes du passé – ainsi que de leur évolution –, dans leur totalité.

La vision du passé proposée par « Secrets d'histoire » ne souffre pas seulement d'être étriquée et partielle à un point tel qu'elle en devient grotesque. Le propos, souvent apologétique et très psychologisant, fait la part belle à la vie sentimentale et familiale des souverains, à leurs traits de caractère et à leurs tourments intérieurs, à leurs joies et à leurs peines, interdisant toute mise en perspective critique – et toute mise en perspective tout court... Si bien que, même si elle reste assez inoffensive, l'émission est loin d'être neutre politiquement. Certes, on est très loin des emportements nationalistes de Lorant Deutsch et de ses épigones, mais disséquer sans fin les us et coutumes, les états d'âme et la libido des rois et des reines, pour, le plus souvent, se pâmer sans retenue devant leur bon goût, leur grandeur, leur courage ou leur lucidité dénote une conception de l'histoire et du monde social pour le moins partielle, et si dépolitisée qu'elle en devient... très politique!

Bref, avec cette émission « historique », à mi-chemin entre le reportage *people* et le manifeste monarchiste, France 2 se fourvoie une fois de plus en s'asseyant sur ses missions de service public, avec comme seul objectif de maximiser l'audience. Proposer des documentaires historiques sous une forme divertissante? Pourquoi pas. Encore faudrait-il que le choix des sujets et leur mise en forme ne servent pas une version de l'histoire tout sauf anodine.

[1] Selon sa fiche Wikipédia, il fut rédacteur en chef du magazine *Dynastie* de 1985 à 1987, année au cours de laquelle il collabore au magazine *Voici*, avant de devenir journaliste à *Jours de France* en 1988. En 1992, Stéphane Bern entame une carrière radiophonique et télévisuelle fructueuse qui le voit animer ou participer à quelques-unes des plus grandes émissions de divertissement sur France Inter, Europe 1 et RTL, ou, entre autres, assurer la présentation de « grands événements » (comme en 2011 les mariages britannique et monégasque) sur France 2. Depuis 1999, il est également rédacteur en chef adjoint (rubrique Événements) du magazine *Le Figaro Madame*.

# BHL MIS EN SCÈNE PAR BHL À LA TÉLÉVISION UKRAINIENNE

*Le 8 août dernier, l'inénarrable Bernard-Henri Lévy était invité à l'Opéra d'Odessa pour y jouer sa pièce Hôtel Europe, que Le Point présente ainsi: « [Un] monologue [qui] retrace en cinq actes la tempête qui se lève sous le crâne d'un intellectuel engagé (qui ressemble furieusement à BHL) deux heures avant de prononcer un discours à Sarajevo sur la Bosnie, les conflits qui émaillent le monde, la montée des nationalismes et la construction européenne. » BHL-moi-je mettrait en scène un intellectuel qui lui ressemble? Comment est-ce possible? La veille de cette représentation où il interprète son propre rôle, BHL, dans sa chemise blanche (son costume de toutes les scènes), était l'invité (s'était invité?) sur le plateau d'une télévision ukrainienne. Une répétition, en quelque sorte, et une occasion d'entonner un hymne médiatique à la gloire médiatique du plus médiatique des intellectuels. [1]*

Le principe même de l'interview est pour le moins cocasse et prometteur: BHL est en effet invité à parler d'une pièce écrite par BHL, à propos de BHL, et interprétée par BHL. Résultat: du très grand BHL-moi-je dont chacun pourra se délecter (quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur la complexe situation en Ukraine, sur laquelle nous n'entendons pas nous prononcer ici [2]). Une grande leçon de modestie et d'humilité.

## « UN MODESTE REPRÉSENTANT DES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES »

L'interview dure environ 17 minutes, durant lesquelles Bernard-Henri Lévy s'exprime pendant environ 7 minutes et 30 secondes (en raison du temps pris par les questions et surtout la traduction) Après un rapide décompte, il s'avère que le grand homme emploie à **pas moins de 55 reprises** les termes « je », « moi », « mon » ou « ma », soit environ une référence à sa belle personne toutes les huit secondes. Jolie performance. Et, comme nous allons le voir, ces références ne brillent pas, bien que BHL s'en défende, par leur modestie.

Cela commence très fort, puisqu'après seulement quelques secondes d'interview, le spécialiste de Botul annonce clairement la couleur: « Je suis venu soutenir le peuple ukrainien, je suis venu saluer la ville d'Odessa, et je serai demain soir à l'opéra d'Odessa pour jouer une pièce que j'ai écrite pour l'Ukraine. [...]. Je vais dire qu'Odessa est une capitale de l'Europe et je vais venir saluer, **très humblement**, l'esprit de résistance européen d'Odessa. » C'est tout? Non.



Car BHL n'est pas seulement venu parler au nom de BHL, même s'il adore parler de BHL, et même s'il le fait « très humblement »: « Vous savez, les peuples, le peuple d'Europe est avec vous. Les dirigeants sont frileux, les dirigeants ont peur de Poutine, nos dirigeants. Mais **nos peuples sont avec vous.** » « Nos peuples »? Étonnante formule... Le riche Bernard-Henri Lévy aurait-il fait de nouveaux investissements lui permettant de devenir propriétaire des « peuples d'Europe »? À voir...

Ne soyons pas injustes: BHL ne se pense peut-être pas propriétaire des peuples d'Europe. N'oublions pas qu'il s'exprime « très humblement »... La suite nous renseigne en effet davantage sur le rapport complexe qu'il entretient avec « ses peuples »: « Je suis ici le représentant de ces opinions publiques européennes, ces opinions publiques elles savent que le cœur de l'Europe bat à Odessa, et demain soir

à l'Opéra, c'est ça que je vais dire. Le cœur battant de l'Europe, il est à Odessa. Et c'est pas moi qui le pense, c'est la majorité du peuple français, c'est la majorité des peuples européens, et **je suis ici leur modeste porte-parole, leur modeste représentant.** » Espérons que BHL, représentant autoproclamé de peuples dont il affirme connaître les « opinions », ne soit pas un jour étouffé par sa « modestie ». Le théâtre ne s'en relèverait probablement pas...

### « LE COMMERCE C'EST BIEN, MAIS LA MORALE C'EST TELLEMENT MIEUX »

Le « représentant des opinions publiques européennes » se fait ensuite plus incisif, notamment à l'égard des autorités françaises. Mais quand il met en cause certaines décisions du gouvernement Hollande-Valls, c'est pour mettre en scène sa propre audace et l'influence qu'il s'attribue (et que, trop souvent, on lui concède): « *Mon pays, la France, comme vous le savez, a promis deux navires à la Russie, deux Mistral, ça n'est pas possible, la France ne peut pas livrer à Poutine, aujourd'hui des navires de guerre. Le président Hollande qui a reçu le président Porochenko, ne peut pas livrer des bateaux de guerre à Poutine. Alors ça, je le dis ici, je le dis dans la pièce de demain à l'opéra d'Odessa, mais je le dis aussi à Paris, et je le dis au président français Hollande et j'espère que je gagnerai. J'espère que ces bateaux ne seront pas livrés. J'espère que ces contrats seront rompus.* »

On remarque à nouveau l'incroyable capacité de BHL à se poser comme l'homme de toutes les situations et l'égal des puissants qu'il ose affronter. Ce qui importe, du moins ici, ce n'est pas ce qu'il dit puisque ce qui importe est qu'il le dise... comme il le dit et le redit lui-même, dans sur sorte d'imitation de l'art de l'anaphore: « *Je le dis* ». Et il le redit, en personnifiant un combat qui devient ainsi « son » combat: « *J'espère que je gagnerai.* »

Notons au passage ce petit cadeau offert par BHL à ceux qui connaissent un peu son CV et ses prises de position passées: « *J'espère que ces contrats seront rompus. Parce que le commerce c'est bien, mais la morale c'est tellement mieux et tellement plus important.* » Quand bien même on pourrait s'accorder avec BHL pour estimer que vendre des armes à la Russie de Vladimir Poutine n'est pas l'acte le plus moral qui soit, il est pour le moins audacieux de la part de cet admirateur inconditionnel de l'armée israélienne, qu'il considère comme « *l'armée la plus morale du monde* » (rien que ça), d'avoir recours à ce type de vocable, *a fortiori* en pleine offensive meurtrière contre Gaza. À moins que BHL ait des indignations à géométrie variable? Nous n'osons le penser...

### DU GÉNIAL BHL AUX « SIMPLES » UKRAINIENS

François Hollande n'est pas le seul à bénéficier des conseils avisés du grand BHL. Ce dernier offre en effet aux Ukrainiens eux-mêmes, dans une autre partie de l'interview, et (on peut du moins le supposer) à titre gracieux, quelques leçons de



géopolitique et de résistance. La preuve: « *Sur le Maïdan à Kiev j'ai dit "Attention! Poutine est capable de tout, Poutine est un impérialiste, Poutine est un néo-fasciste" [...] J'ai dit ça sur le Maïdan. J'ai dit aux jeunes du Maïdan: "Attention! Vous avez face à vous un adversaire redoutable, capable de tout".* » Nul doute que les « jeunes du Maïdan », confrontés directement, et au quotidien, aux manœuvres de Poutine et à la répression organisée par ceux qui étaient alors ses alliés ukrainiens, devaient et doivent encore remercier Bernard-Henri Lévy qui est venu leur apporter ses lumières directement depuis Saint-Germain-des-Prés sans même prendre le temps de faire une escale par son somptueux riad de Marrakech.

Les jeunes de Maïdan sont donc des privilégiés, mais ils ne sont pas les seuls. En effet, BHL entend dispenser son savoir à d'autres Ukrainiens sans doute très impatients d'entendre l'avis de l'éternel rebelle à propos de leur situation: « *Je vais aller voir tout à l'heure des blessés, des réfugiés du Dombass; pour moi ce sont des héros d'ailleurs, ils affrontent une des plus puissantes armées du monde. [...] Je vais donc aller les saluer et je vais leur dire comme sur le Maïdan à Kiev: "Vous êtes braves, mais Poutine est barbare, il est capable de tout!"* » On ne doute pas un seul instant que ces blessés vont être ravis, et étonnés, d'entendre dans la bouche de BHL ce qu'ils savent déjà.

Pourquoi le grand BHL se sent-il donc obligé d'administrer ses doctes leçons à des personnes qui, étant en première ligne, connaissent mieux que lui la situation sur le terrain, et notamment le degré des violences armées? Pourquoi leur enseigner ce qu'elles savent? Tout simplement parce que ces gens sont « simples ». La preuve? C'est BHL qui le dit: « *La barbarie des hommes d'un côté et l'esprit de résistance et l'héroïsme et la grandeur des hommes de l'autre côté. Et moi j'admire l'esprit de résistance, j'admire cet esprit de grandeur qui s'empare de gens simples, à Kiev et à Odessa comme à Sarajevo où comme en France à l'époque de la résistance contre le nazisme, des gens simples saisis par la grandeur qu'ils ont en eux.* » En clair, BHL aime la simplicité quand elle permet d'honorer celui qui l'honore: BHL-moi-je, qui se réserve la complexité et le sens de la complexité.

## POUTINE N'EST PAS HITLER, MAIS QUAND MÊME...

Un grand sens de la complexité qui s'exprime particulièrement lorsque BHL, en philosophe pour les nuls, déclare identique ce qu'il se défend de comparer: « Il y a une **tradition en Europe qui s'appelle "l'esprit de Munich"**, c'était en 1938, face à Hitler, on a donné à Hitler ce qu'il voulait: les Sudètes, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et on a dit "Ouf, on a la paix!". [...] L'Europe a peur de Poutine comme elle avait peur d'Hitler, mais ce qu'elle ne comprend pas, c'est que **les gens comme Hitler ou comme Poutine il faut les arrêter tout de suite. Plus on attend plus ce sera difficile. Ce n'est pas la même chose Hitler et Poutine, naturellement, naturellement, mais l'attitude de l'Europe c'est la même, c'est "l'esprit de Munich"**. » Un même « esprit » pour des contextes différents? La fabrication des amalgames est en marche! En résumé, je ne dis pas que Poutine est l'équivalent d'Hitler, mais quand même.

Le parallèle avec Hitler? Une spécialité de BHL qui, comme nous le soulignons déjà en 2006, a déjà par le passé « [mis] dans le même sac Milosevic, Khomeiny, Hitler et les Talibans » et, plus récemment, comparé Kadhafi à Hitler dans une interview que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer: « *Alors, bien sûr, Kadhafi n'est pas Hitler et Benghazi ce n'est pas Auschwitz. Mais enfin ce n'est pas complètement le contraire. Kadhafi est une des figures majeures de*



la barbarie contemporaine. » Le même procédé qu'à propos de Poutine: une mise en équivalence insistante, que l'on dément aussitôt en la maintenant. Mais le résultat est là: un goût immodéré de l'emphase rhétorique et des comparaisons sans contenu qui ont notamment pour effet (à contresens du béachélisme lui-même) de relativiser considérablement ce que fut l'ampleur de la barbarie nazie, à commencer par celle qui s'est exercée dans les camps de concentration.

BHL est donc prêt à raconter à peu près n'importe quoi, emporté par sa volonté de se mettre en scène et en avant, dans une posture de héros des temps modernes. Même le journaliste ukrainien semble, par moments, gêné. Manifestement les éditocrates et les journalistes français qui accueillent régulièrement BHL le sont beaucoup moins.

\*\*\*

Chacun l'aura compris, et pourra s'en assurer en regardant la vidéo dans son intégralité (ce que nous avons fait, non sans mal, à plusieurs reprises), BHL-moi-je a une fois de plus démontré l'étendue de son talent et de son amour de BHL. On ne peut ici s'empêcher de citer quelques extraits du compte rendu du spectacle de BHL sur BHL joué par BHL, dans la revue *La Règle du jeu*, dirigée par BHL. Ces extraits montrent que le fan-club de BHL a su tirer les principales leçons des enseignements du maître: « *Le pari n'était pas mince. Le risque était grand que l'immense nef de 1 600 sièges, étagée six fois jusqu'au paradis, devant tant d'étrangeté, de radicalité, d'attente, se vide peu à peu, ainsi qu'il arrive, paraît-il souvent, lors du Festival du film d'Odessa où aficionados et estivants se volatilisent sans façon, en grappes, quand l'histoire sur l'écran dérange ou déplaît. Pensez: un monologue en français de deux heures ou presque sans entracte, sous-titré en ukrainien ainsi que le veut la règle du pays, pour un public presque exclusivement russophone, en fin d'après-midi quand l'air est si doux aux terrasses d'Odessa. On nous avait prédit le pire. Le public est resté, happé par la véhémence et l'ordre impérieux du discours d'un homme seul, qui, ordinateur en main, vivait en direct son texte, sentinelle*

*hallucinée des catastrophes en cours et de l'abaissement européen face au retour de la saloperie populiste un peu partout à l'Ouest et de l'impérialisme à l'Est. Un ton, oui, entre halluciné et prophétique, en mémoire, peut-être, d'Artaud au Vieux-Colombier, un soir de 1947, quand nous n'étions pas encore nés... [...] Quant à Lévy, costume noir, mèche folle, corps dandy infatigable, les Dieux du Théâtre, ce soir-là, étaient au-dessus de sa tête, grand rebelle. »*

N'en jetez plus! Le fan-club a d'autant moins peur du ridicule qu'il relaie son héros, dont la capacité à s'auto-congratuler n'a d'égale que son insistance sur sa « modestie ». On ne peut d'ailleurs manquer de souligner le contraste entre sa posture de laudateur du « peuple ukrainien » et de représentant des « peuples européens » et son désormais légendaire égocentrisme, une fois de plus à l'honneur dans cette interview. Comme si les uns n'étaient faits que pour mieux servir l'autre?

Tout cela ferait sourire si la prestation de BHL à la télévision ukrainienne n'était pas la caricature caricaturale de celles qu'il offre dans les médias français. Tout cela ferait sourire si la situation en Ukraine n'était pas si tragique, et si BHL ne jouait pas, par moments, un véritable rôle auprès des pouvoirs en place, comme ce fut le cas lors de la guerre en Libye. La Libye... Que pense d'ailleurs BHL du chaos dans lequel se trouve le pays après l'intervention de l'OTAN? *A priori pas grand-chose, son nouveau cheval de bataille étant désormais l'Ukraine. Soyons honnêtes: le « Bloc-notes » de BHL, dans Le Point daté du 7 août, était consacré à la Libye. Qu'y apprend-on? Que la situation en Libye n'est certes pas rose, mais que BHL « ne regrette rien ». Pourquoi? Parce que la Libye « n'est pas [devenue] un pays islamiste ». C'est tout? C'est tout. Rideau.*

[1] Cet article a été rédigé grâce à la vidéo et à sa transcription que l'on peut trouver sur le site « Les crises.fr ». Une vidéo précieuse dont l'usage n'implique pas nécessairement l'approbation de son réalisateur ou de ses points de vue.

[2] Sur la médiatisation du conflit ukrainien, lire sur notre site: « Ukraine: informations faussées et commentaires à sens unique », publié le 15 septembre 2014.

# GAZA : LES PARTIS PRIS DU TRAITEMENT MÉDIATIQUE

*Sans surprise, le traitement médiatique dominant de l'offensive militaire israélienne menée cet été contre la bande de Gaza, est demeuré prisonnier de travers que nous avons déjà eu l'occasion d'identifier. Au premier rang de ceux-ci : l'injonction permanente à un traitement « équilibré ». Or cette recherche d'un improbable « équilibre » entre Israël et les Palestiniens, quelles que soient les intentions des uns ou des autres, conduit nécessairement à la production d'une information biaisée, incomplète, dépolitisée et, volontairement ou non, orientée.*

## UNE INFORMATION BIAISÉE

Le biais principal, qui en conditionne bien d'autres, consiste à traiter sur un pied d'égalité, d'un côté, un État doté d'institutions stables, d'une économie moderne et comparable à celle des pays occidentaux, d'une armée parmi les plus puissantes et les plus équipées au monde et, de l'autre, un peuple qui ne possède ni État, ni économie viable, ni armée régulière. Ce pseudo-équilibre entretient au contraire l'illusion d'un « conflit » entre deux entités qui seraient quasi équivalentes.

Information biaisée, d'autre part, car traiter sur un pied d'égalité un État qui, au regard du droit international, est une puissance occupante – régulièrement condamnée comme telle – et un peuple en lutte depuis des décennies pour la satisfaction de ses droits nationaux – consacrés par les résolutions de l'ONU – entretient l'illusion d'un « conflit » entre deux « parties » dont la légitimité, du point de vue du droit, serait là encore quasi équivalente.

On en arrive ainsi à placer sur un pied d'égalité « Israël » et « Palestine » (parfois « Gaza », ou « le Hamas », nous y reviendrons), et à oublier totalement le déséquilibre des forces et des légitimités :

### Israël-Palestine : une guerre pour rien

FIGARO VOX > VOX MONDE Par Philippe Gelle | Mis à jour le 15/07/2014 à 21:50 | Publié le 15/07/2014 à 21:26

## Israël-Gaza : la guerre malgré eux ?

LE MONDE | 10.07.2014 à 12h32 • Mis à jour le 10.07.2014 à 17h54

Ou encore, dans cet éditorial du directeur délégué de la rédaction de *L'Express*, Christian Makarian, sobrement titré : « Israël-Palestine : l'enracinement de la haine » : « Lorsque la rhétorique du dialogue disparaît, les ultras de chaque bord transgressent toute logique de vie commune et renvoient les dirigeants respectifs à leur impuissance. »

Plus grave encore, l'information est biaisée car, à vouloir à tout prix maintenir un traitement « équilibré », on se concentre quasi exclusivement sur les éléments et événements dont on peut trouver, ou construire, un équivalent dans chacun des deux « camps ». On se focalise donc sur les « tirs » des uns et des autres, sur les « dommages » provoqués par les tirs, sur la « panique » ou la « terreur » des populations civiles, en essayant d'entretenir l'illusion d'une équivalence de situation qui passe parfois par des constructions rhétoriques absurdes, voire révoltantes. En témoignent ces différents titres, qui ont tous été publiés alors que, à l'exception des trois jeunes Israéliens assassinés en Cisjordanie, seuls des Palestiniens de Gaza avaient été tués depuis le déclenchement de l'offensive israélienne :



ACTUALITÉ > INTERNATIONAL

Le Point.fr - Publié le 10/07/2014 à 18:31 - Modifié le 11/07/2014 à 06:00

## Israël-Hamas : nouvelle journée d'affrontements meurtriers

Et il est quasiment impossible de compter les reportages télévisés, notamment dans les JT, qui tentent de démontrer que « les deux populations » vivraient dans des situations équivalentes, à l'instar de celui proposé par le 20h de France 2 du 16 juillet, dont le lancement par le présentateur Julian Bugier est un modèle du genre : « *Les bombes continuent de pleuvoir des deux côtés et au milieu, les populations civiles, familles, enfants, ce sont eux les premières victimes. Alors comment vivent-elles le conflit, à quoi ressemble leur quotidien? Nos équipes sont allées sur le terrain, à leur rencontre, à Shuja'lyya dans la bande de Gaza et à Nir Am, côté israélien. Seulement 8 kilomètres entre les deux villes mais la même peur et la même angoisse* ».

On vous le dit : « les mêmes ».

### UNE INFORMATION INCOMPLÈTE

Le deuxième biais du traitement du conflit opposant Israël aux Palestiniens est lui aussi le produit de l'injonction permanente à l'équilibre : à vouloir traiter de manière symétrique les situations respectives des Palestiniens et d'Israël, on est conduit à oublier, ou à occulter, des informations essentielles, sous prétexte qu'elles n'ont pas d'équivalent dans « l'autre camp ». Comme nous l'écrivions il y a deux ans [1], « *un tel traitement médiatique occulte presque totalement ce qui est pourtant l'essentiel de la vie quotidienne des Palestiniens et l'un des nœuds du conflit : l'occupation civile (colonies) et militaire (armée) des territoires palestiniens. Les camps militaires et les colonies n'ont pas d'équivalent en Israël, pas plus que les centaines de checkpoints qui morcellent les territoires palestiniens, le mur érigé par Israël, les réquisitions de terres et les expulsions, les campagnes d'arrestations, les attaques menées par les colons, les périodes de couvre-feu, les routes interdites sur critère national, etc.* »

Dans le cas présent, on relèvera notamment le silence assourdissant concernant le blocus de Gaza, et sur la perpétuation de l'occupation et de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem. Divers titres de presses et « experts » s'entêtent ainsi à vouloir identifier le « moment déclencheur » d'une « nouvelle crise » et, à de rares exceptions près, chacun semble considérer que c'est la disparition et la mort de trois jeunes Israéliens à proximité d'une colonie de Cisjordanie qui permettraient à elles seules de comprendre les ressorts de « l'affrontement » actuel. Comme si, soudain, un coup de tonnerre avait éclaté dans un ciel serein...

Premier exemple, les « infographies » qui prétendent expliquer en « quelques dates » ou « quelques faits », la tragédie actuelle, à l'instar de celle publiée le 8 juillet sur le site de *Métro* :

#### Proche-Orient : comprendre la crise actuelle en six dates

CRÉÉ : 09-07-2014 18:45

« Six dates », donc... Arrêtons-nous sur les trois premières :

**Jeu**di 12 juin : Ce jour-là, trois étudiants israéliens scolarisés dans des écoles religieuses de colonies juives et âgés de 19, 16 et 16 ans sont enlevés dans le sud de la Cisjordanie, alors qu'ils font de l'auto-stop.

**Lundi 30 juin** : Les corps des trois étudiants israéliens sont retrouvés sans vie aux environs de la localité de Halhoul, en Cisjordanie, près de la route où ils ont été vus pour la dernière fois. "Ils ont été kidnappés et assassinés de sang-froid par des animaux à la forme humaine", déclare alors le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou. "Le Hamas est responsable et le Hamas paiera", ajoute-t-il.

**Mardi 1er juillet** : Un Palestinien de 16 ans est enlevé dans la soirée à Chouafat, un quartier résidentiel de Jérusalem-Est. Son cadavre, entièrement brûlé, est retrouvé quelques heures plus tard près d'une forêt dans la partie ouest de la ville. Sa mort serait liée en représailles à celles des trois jeunes israéliens.

Tout aurait donc commencé, le 12 juin, avec la disparition des trois jeunes Israéliens. Ne s'était-il donc rien passé avant? La situation était-elle « calme »? C'est ce que cette « chronologie » laisse entendre. Alors qu'évidemment, non. De la grève de la faim des prisonniers palestiniens (avril-juin 2014) à la mort de deux jeunes Palestiniens, tués par l'armée israélienne devant des caméras le 15 mai dernier, lors d'un rassemblement commémorant, comme chaque année, l'expulsion des Palestiniens en 1948, en passant par l'appel d'offres d'Israël, le 5 juin, pour la construction de 1500 logements dans les colonies, les « dates » sont nombreuses. Mais il était sans doute compliqué de les intégrer à la « chronologie », car ces trois événements auraient rappelé que le conflit entre Israël et les Palestiniens a des racines profondes, mais aussi et surtout de tels rappels auraient peut-être imposé de parler des colonies israéliennes, des réfugiés palestiniens et des prisonniers politiques. Or ceux-ci n'ont pas d'équivalent du côté israélien. Il aurait donc fallu rompre avec la logique de l'« équilibre » qui caractérise ces chronologies mutilées.

La deuxième date proposée (le 30 juin, date de la découverte des corps des trois jeunes Israéliens en Cisjordanie) est elle aussi parlante, non pour ce qu'elle dit mais pour ce qu'elle ne dit pas. Si l'on en croit la chronologie, il ne se serait en effet rien passé de significatif entre le 12 et le 30 juin. Et pourtant, durant cette période, ce sont quatre jeunes Palestiniens qui sont morts sous les balles israéliennes, et plus de 600 Palestiniens, dont 11 députés (parmi lesquels le président du Parlement), qui ont été arrêtés lors d'une vaste opération de l'armée israélienne en Cisjordanie. Pourquoi ne pas le mentionner? Un simple oubli ou une occultation destinée à éviter de parler d'un sujet sans équivalent possible dans l'autre camp (une campagne massive d'arrestations), qui aurait risqué de rompre le schéma préconçu (mort-représailles-mort-représailles) qui guide cette chronologie sélective? La réponse est dans la question...

Un exemple exemplaire de l'occultation d'une partie significative, pour ne pas dire essentielle, de la réalité, qui décontextualise totalement les événements en cours et sous-entend que ces derniers se seraient produits dans une période sans « violence » et sans « tension », comme on pourrait également le déduire de la présentation de la « chronologie » proposée par le site francetvinfo : « *Va-t-on vers un nouveau conflit ouvert entre Israël et la Palestine, et une occupation de la bande de Gaza? C'est la crainte des observateurs de la région après la vague de violences et de*

tensions qui a débuté le 12 juin avec le meurtre de 3 jeunes Israéliens. Mardi 8 juillet, de nouvelles frappes israéliennes ont fait un mort palestinien dans la bande de Gaza. L'armée israélienne se dit prête à toutes les options, y compris une offensive terrestre. »

Ni l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie, ni la répression permanente que subissent les Palestiniens, ni le blocus de Gaza ne semblent retenir l'attention. Et pourtant, les informations sont ou devraient être connues de tous puisqu'elles sont largement disponibles. Qui plus est, de longues pages ou de longues minutes ne sont pas nécessaires pour les mentionner. En témoigne, exemple malheureusement trop rare, un article publié par Benjamin Barthe dans *Le Monde*, qui rappelle, en quelques lignes, que « l'occupation de la bande de Gaza, contrairement à ce qu'affirme Israël, n'a pas pris fin avec le départ du dernier de ses soldats, le 11 septembre 2005. Comme le rappelle opportunément l'ONG israélienne Gisha sur son site Internet, l'État hébreu continue de contrôler des pans entiers de la vie des Gazaouis : le registre d'état civil, les eaux territoriales, l'espace aérien et l'unique terminal commercial. [...] De cet état de fait, la plupart des experts en droit international ont conclu que la bande de Gaza est toujours sous occupation. C'est la position officielle des Nations unies. Un tel statut requiert de l'occupant qu'il assure le "bien-être" de la population occupée. Mais à ces obligations, Israël s'est constamment soustrait ».

Ce contexte, chacun en conviendra, éclaire sous un autre jour les récents « événements » et permet d'éviter les fâcheuses conséquences, en ce qui concerne la qualité de l'information, de l'improbable équilibre. Un moyen aussi d'éviter le troisième écueil de l'injonction à la symétrie : la dépolitisation du conflit opposant Israël aux Palestiniens, que nous avons caractérisée dans l'article déjà cité plus haut comme le « syndrome de Tom et Jerry ».

### UNE INFORMATION DÉPOLITISÉE

Nous écrivions alors : « Tom et Jerry, célèbres personnages de dessins animés, sont en conflit permanent. Ils se courent après, se donnent des coups, construisent des pièges, se tirent parfois dessus et, quand ils semblent se réconcilier, ils sont en réalité en train d'élaborer de nouveaux subterfuges pour faire souffrir l'adversaire. Le spectateur rit de bon cœur, mais il reste dans l'ignorance : il ne sait pas pourquoi ces deux-là se détestent, on ne lui a jamais expliqué pourquoi Tom et Jerry ne peuvent pas parvenir à une trêve durable, voire une paix définitive. »

Dans le traitement médiatique dominant, Israël et les Palestiniens ressemblent, à bien des égards, à Tom et Jerry, accumulant les « attaques », les « ripostes » et autres « représailles », sans que l'on sache trop pourquoi. La couverture se focalise sur l'enchaînement des événements « spectaculaires », sans questionner et expliciter les causes profondes ou les dynamiques à long ou moyen terme. L'information est ainsi décontextualisée, déshistoricisée et dépolitisée. On évoque ainsi, à la une du *Monde* (voir plus haut), une « guerre sans fin » (et donc sans cause?). Autre

version avec *Libération*, où l'on apprend que tout ceci ne serait qu'une histoire de vengeance :

## Israël-Palestine : la tentation du talion

AUDE MARCOVITCH CORRESPONDANTE À TEL-AVIV 6 JUILLET 2014 À 19:56

Jean Guisnel, dans un éditorial du *Télégramme* publié le 12 juillet, assume qu'il est vain d'essayer d'y comprendre quoi que ce soit : « Dans cet effroyable cycle de la provocation et de la répression, la question n'est même plus de savoir qui a allumé la mèche. Que trois jeunes Israéliens soient assassinés froidement, c'est abominable. Qu'un jeune Palestinien soit, en rétorsion, contraint d'avalier de l'essence à laquelle ses ravisseurs, en kippa, ont mis le feu, cela dépasse l'entendement ! À ce niveau de haine, les deux peuples acteurs de cette guerre sans fin n'ont besoin que de dialogue et de calme. »

Est-il venu à l'esprit de l'éditorialiste du *Télégramme* (et de nombre de ses confrères) que si la solution résidait simplement dans le « dialogue » et le « calme », il y aurait bien longtemps que le conflit entre Israël et les Palestiniens serait résolu ? Ne pense-t-il pas qu'il existe des causes profondes et que les appels au « calme » et au « dialogue », quand bien même ils seraient sincères et généreux, n'auraient de sens que si l'on s'attaque aux racines du conflit, à savoir l'occupation et la colonisation de la Palestine, sans quoi ils seront vains ? Jean Guisnel et ses confrères croient-ils réellement que « les violences » sont irrationnelles et qu'il suffit de dire « stop » pour qu'elles cessent ?

Certains vont même encore plus loin dans la dépolitisation en y ajoutant une touche de mépris à laquelle on reconnaît souvent la patte de l'éditocrate « de référence ». Ainsi en va-t-il de ce courageux éditorial anonyme du *Monde* qui, le 10 juillet, « explique » : « Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou promet de maintenir son opération tant que des roquettes seront tirées sur Israël ; le Hamas jure qu'il y aura des tirs tant que Gaza est bombardée par Israël... Si l'affaire n'était pas aussi grave, on parlerait de stratégie de cour de récréation. » Une « stratégie de cour de récréation » ? Une fois de plus, Tom et Jerry ne sont pas loin.

Et l'on s'épargnera de commenter ce titre trouvé sur le site de BFM-TV, symptôme de la dépolitisation du conflit entre Israël et les Palestiniens et de l'indécence de certains médias :

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

BFMTV > International > Moyen-Orient > Palestine

## Israël-Palestine: revivez la journée du jeudi 10 juillet

L'opération aérienne israélienne contre le Hamas a fait au moins 80 morts en trois jours, dont 30 Palestiniens tués jeudi. A l'ouverture de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé à un cessez-le-feu.

Le mot indécence étant peut-être faible lorsque l'on sait que deux jours plus tard, c'est ce titre que l'on découvrait sur le même site internet :

BFMTV > Sport > Football > Coupe du monde

## Coupe du monde : revivez la journée du 12 juillet

Larges vainqueurs d'un Brésil encore bien traumatisé (3-0), les Pays-Bas terminent troisièmes du Mondial. Une petite finale à revivre dans notre live intégral du 12 juillet.

Misère...

### UNE INFORMATION ORIENTÉE

Information biaisée, information incomplète, information dépolitisée... autant de travers caractéristiques du bruit médiatique dominant, qui conduisent finalement nombre de journalistes et de médias à adopter, au nom souvent de la prétendue recherche d'un « équilibre » et d'une bienveillante « neutralité », une posture résolument orientée du côté du récit israélien. Il ne s'agit pas de dire ici que « les médias » ou « les journalistes » seraient « pro-Israël », ni même d'affirmer que cette posture partisane serait consciente ou volontaire pour la majorité d'entre eux. Il s'agit bien d'affirmer que les travers identifiés ci-dessus conduisent, naturellement, à favoriser Israël dans le traitement médiatique.

En voici un exemple typique, avec le traitement dominant de la vraie-fausse « trêve » du 15 juillet, sur proposition égyptienne. Les titres ont été d'une infinie variété :

Actualité > Monde > Gaza : Israël accepte un cessez-le-feu déjà rejeté par le Hamas

## Gaza : Israël accepte un cessez-le-feu déjà rejeté par le Hamas

Obs Par Le Nouvel Observateur avec AFP Voir tous ses articles Publié le 15-07-2014 à 05h29 Mis à jour à 08h16 A+ A- 🗨

BFM NEWS 24/7

⚡ POLITIQUE EUROPÉENNES SOCIÉTÉ INTERNATIONAL SPORT CULTURE PLANÈTE TÉMOINS

**BFM STORY: GAZA: LE HAMAS REFUSE LA MAIN TENDUE**

### Gaza: le Hamas refuse le cessez-le-feu

🏠 > ACTUALITE > FLASH ACTU Par Le Figaro.fr avec AFP | Mis à jour le 15/07/2014 à 06:31

### Gaza: Israël accepte le cessez-le-feu proposé par l'Egypte, le Hamas refuse

Par L'EXPRESS.fr, publié le 15/07/2014 à 07:40, mis à jour à 12:56

Signalons également cette amusante variante, proposée par *Ouest-France* :

Accueil > International >

## Gaza. Israël accepte le cessez-le-feu, le Hamas réfléchit

En résumé, chacun aura compris que « le Hamas » a « refusé » la « trêve » alors qu'Israël l'avait « acceptée ». Questions : quelles étaient les conditions de la trêve ? pourquoi le Hamas l'a-t-il refusée ? Pour la plupart des articles dont nous venons de citer les titres, les explications sont plutôt... laconiques. Sur les conditions de la trêve, à peu près rien. Sur les raisons du refus du Hamas, à peu près pas grand-chose.

Ainsi, sur le site MyTF1.news : « *Au neuvième jour du conflit qui l'oppose à Israël, le mouvement palestinien a, sans surprise, opposé une fin de non-recevoir à un éventuel cessez-le-feu. Sur le terrain, les raids israéliens s'intensifient. Comme mardi, le Hamas a de nouveau officiellement informé l'Égypte mercredi qu'il rejetait sa proposition de cessez-le-feu dans la bande de Gaza. Cette décision, sans surprise, implique la poursuite du conflit entre Israël et le mouvement islamiste.* » C'est tout ? C'est tout.

Notons toutefois qu'une dépêche AFP publiée dans la journée du 15 juillet, et de laquelle semblent s'être inspirés la plupart des sites d'information, précise un peu les choses : « *Le Hamas exige l'arrêt des bombardements, la fin du blocus de Gaza en place depuis 2006, l'ouverture du poste frontalier de Rafah avec l'Égypte et la libération des prisonniers arrêtés de nouveau après avoir été relâchés dans le cadre de l'accord d'échange du soldat israélien Gilad Shalit en 2011.* »

Dont acte ? Ou pas. Et nous touchons ici aux conséquences du traitement biaisé, incomplet et dépolitisé que nous évoquons plus haut. Que viennent soudain faire le blocus de Gaza et la libération des prisonniers dans cette affaire ? Ne s'agissait-il pas juste d'échanges de tirs et d'une « escalade meurtrière » qui avait débuté le 12 juin avec la disparition des trois jeunes Israéliens ? Les exigences du Hamas, lorsqu'elles sont (succinctement) exposées, apparaissent comme étant hors de propos, eu égard au récit et au bruit médiatique dominants, et surtout personne, à de rares exceptions près, ne prend le soin de réellement les expliciter et d'aller au-delà de l'idée d'un « refus de la trêve » par le Hamas et de comprendre les raisons qui ont poussé le Hamas à rejeter « cette » trêve.

Dans cette affaire, le Hamas apparaît donc comme celui qui refuse d'arrêter les combats, tandis qu'Israël, que l'on fait apparaître (volontairement ou non) comme étant « de bonne volonté », en sort grandi.

Autre exemple de ce parti pris qui est avant tout, rappelons-le, une conséquence ou un « dommage collatéral » des travers identifiés ci-dessus, le glissement sémantique qui s'opère lorsqu'il s'agit de nommer les acteurs des événements en cours. Si l'on tient compte de l'ensemble des coordonnées de la situation, l'offensive israélienne contre la bande de Gaza est un épisode violent du conflit opposant Israël aux Palestiniens. Ce conflit existe en Cisjordanie, à Jérusalem, à Gaza et en Israël même, comme l'ont par exemple récemment montré les épisodes violents qui ont suivi la disparition des trois jeunes Israéliens et, *a fortiori*, la découverte de leurs corps. Mais dans le cas qui nous

préoccupe, et probablement en raison des mécanismes de dépolitisation, l'offensive israélienne contre Gaza est devenue, souvent, une guerre Israël-Gaza, visiblement déconnectée du conflit « global » qui oppose Israël aux Palestiniens.

## Israël-Gaza : l'indifférence

LE MONDE | 17.07.2014 à 12h01 |

Par Alain Frachon

### Conflit Israël-Gaza : 100 Palestiniens tués en quatre jours

143 COMMENTAIRES

Publié le 11/07/2014 à 13h26, modifié le 11/07/2014 à 13h55 par SudOuest.fr avec AFP

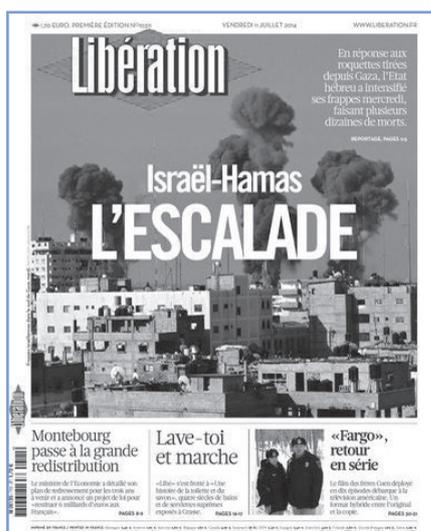
Actualité > International

### Israël - Gaza : François Hollande exprime son « inquiétude » à Mahmoud Abbas

Le Parisien

Publié le 10.07.2014, 22h14 | Mise à jour : 23h41

Parfois même, l'offensive israélienne contre Gaza est devenue un affrontement Israël-Hamas :



La réduction d'un conflit global entre Israël et les Palestiniens à un affrontement entre « Israël » et « Gaza » est déjà problématique en soi. Si demain l'Italie bombardait la Corse, parlerait-on d'un affrontement entre l'Italie et la Corse ou d'un affrontement entre l'Italie et la France ? Cette réduction accompagne en réalité, consciemment ou non, la rhétorique et la politique israéliennes visant à séparer le sort de Gaza de celui de la Cisjordanie et des Palestiniens d'Israël. Il

ne s'agit donc pas d'une simple erreur d'appréciation ou d'un mauvais choix dans les termes, mais bel et bien d'un accompagnement des positions israéliennes.

Le glissement consistant à parler d'un affrontement entre « Israël » et « Hamas » est encore plus critiquable. En premier lieu, parce que le Hamas n'est pas la seule force politique présente à Gaza, loin de là, et qu'il n'est pas le seul à avoir, ces derniers jours, lancé des roquettes vers Israël. En deuxième lieu, parce que le Hamas, et ce quelles que soient les critiques que l'on peut formuler à l'égard de sa stratégie ou de ses positions et projets politiques, est le parti qui a obtenu la majorité des suffrages lors des dernières élections législatives, et ne peut en aucun cas être considéré comme un groupe isolé du reste de la population palestinienne. Enfin, la rhétorique du « conflit Israël-Hamas » occulte un pan essentiel de la réalité : le conflit n'oppose pas Israël et le Hamas, un groupe politique avec ses orientations et ses pratiques, mais Israël et les Palestiniens, un peuple avec ses droits nationaux.

\*\*\*

Que ce soit lors de l'épisode de la première « trêve » ou lorsque l'on s'intéresse à la qualification de l'offensive en cours, on se rend donc compte que les biais et travers médiatiques liés à la volonté revendiquée de traiter de manière « équilibrée » une situation asymétrique débouchent sur une occultation des tenants et aboutissants réels du conflit, assimilable à une malinformation, voire une désinformation. À force de vouloir simplifier à outrance, on gomme en effet les causes profondes du conflit, on « évite » toutes les informations qui pourraient renvoyer à ces causes profondes et on fournit, à l'arrivée, une information qui n'en est pas une et qui n'offre aucune clé de compréhension au lecteur, au téléspectateur ou à l'auditeur.

Le bruit médiatique général donne en réalité à lire, à entendre ou à voir une « guerre sans fin », au sein de laquelle les torts seraient partagés, les populations civiles victimes des mêmes maux. Le déséquilibre des forces et des légitimités est largement étouffé au nom d'une prétendue « neutralité » se manifestant par la revendication d'un traitement « équilibré » qui, dans une situation telle que celle du conflit opposant Israël aux Palestiniens, conduit à un accompagnement, voire une légitimation du récit israélien.

On en oublierait presque en effet que Jérusalem, la Cisjordanie et Gaza sont, selon la légalité internationale, sous occupation, que les colonies israéliennes s'étendent chaque jour un peu plus, que plus de 5000 prisonniers politiques sont détenus par Israël, que plusieurs millions de réfugiés palestiniens vivent toujours dans des camps et que le peuple palestinien continue de revendiquer ses droits, consacrés par la légalité internationale. Ne serait-il pas de la responsabilité des médias de nous en informer, y compris et notamment lors des épisodes comme celui de l'offensive israélienne contre Gaza ?

[1] Lire sur notre site : « Informer sur le Moyen Orient : le syndrome de Tom et Jerry »

# MISÈRE(S) DES JOURNAUX TÉLÉVISÉS



*Le premier Journal télévisé (JT) a été diffusé, en France, en 1949. Il n'est alors pensé que comme un programme de complément, à l'instar des actualités diffusées lors des projections de films dans les cinémas. Mais, avec la modernisation des techniques et la démocratisation de la télévision, le JT va peu à peu s'imposer comme une émission phare de la chaîne unique, puis des principales chaînes de télévision. Les taux d'audience en témoignent qui, comparés à la baisse vertigineuse des ventes de quotidiens, confirment que les JT sont devenus (et sont encore), avec les actualités diffusées à la radio, l'une des principales, sinon la principale source d'information pour la majorité de la population, sans que le développement d'internet n'ait – pour l'instant – entamé massivement cette domination. N'en déplaise à ceux pour qui la critique des médias consiste simplement à s'abreuver à d'autres sources d'information : pour qui ne veut pas se comporter en simple consommateur, la critique des JT ne consiste pas purement et simplement à les désertier, mais, au moins, à les analyser. Une analyse qui, ici, à défaut de prétendre être exhaustive, s'efforcera d'en pointer les principaux travers.*

## COURSE À L'AUDIENCE

La diffusion simultanée des JT sur les deux principales chaînes (TF1 et France 2) fait « logiquement » jouer leur concurrence dans la course à l'audience : une audience, mesurée par l'audimat, qui, essentiellement quantitative, ne dit rien de la qualité effective de l'intérêt porté aux informations. Sauf cas de force majeure, il s'agit donc moins, pour les rédactions, d'informer que de séduire. Tous les moyens sont bons pour appâter et fidéliser le client. Marc Endeweld rend ainsi compte de la logique qui domine la concurrence : « Les "JT" visent l'audience maximale. Peu importent les moyens. Les rédactions sont désormais partie prenante du "projet d'entreprise" des sociétés dont elles dépendent. M. Étienne Mougeotte, directeur général de TF1, l'a admis : "Le coût de la rédaction, c'est le prix à payer pour être une chaîne leader et généraliste. Si nous avons ramené nos "JT" à une durée de 10 minutes, comme M6, cela aurait été une prime pour France 2. Et il n'est pas possible d'être leader si nous n'avons pas d'information leader". [1] » L'information ne sort pas indemne de cette logique.

Du même coup, la concurrence entre les chaînes est essentiellement une concurrence par imitation : le secteur public tend à reproduire, en marquant de petites différences, ce qui marche sur TF1. Et comme TF1, selon la célèbre déclaration de Patrick Le Lay (son ex-PDG), a pour objectif de vendre du temps de cerveau disponible à Coca-Cola, sa logique purement commerciale contamine France 2 : publicité ou pas après 20 heures, les JT deviennent des passerelles entre les émissions ludiques qui les enserrant et préparent les divertissements (les séries américaines notamment) de *prime time*. La course à l'audience de la programmation renforce la course à l'audience propre aux JT proprement dits. Au point que les sujets, notamment dans les dernières séquences de chaque JT, n'ont pas d'autre fonction que de divertir et dévorent le « temps disponible » pour informer.

## LA VICTOIRE DES STANDARDS DU PRIVÉ

Une excellente illustration des effets induits par la course à l'audimat nous est donnée par Jérôme Berthaut dans son ouvrage

La banlieue du « 20 heures » (dont nous publions des extraits page suivante), lorsqu'il décrit les modifications qui s'opèrent dans la rédaction de France 2 au cours des années 1990 et 2000, sous la pression de la concurrence de TF1 et de la course à l'audience. Berthaut évoque ainsi, au tournant des années 2000, « une victoire durable des normes éditoriales qui font du maintien (voire de la progression) des audiences de la chaîne (face à la concurrence) un enjeu de premier ordre, et qui, pour cela, accordent une place importante aux informations générales, et notamment aux faits divers [2] ». De nombreux journalistes et cadres venus de TF1 contribuent largement à cette « victoire », qui se solde par un abandon total des principes mêmes du service public et par un alignement sur les standards imposés par une chaîne commerciale.

Quels sont ces standards? Il suffit d'observer quelques JT pour s'en rendre compte. Bien que la hiérarchie des informations puisse être proportionnelle à l'intérêt « brut » (réel ou supposé) que ces informations présentent, c'est, en dernier ressort, leur faculté (réelle ou supposée) à attirer et conserver le téléspectateur qui détermine le sommaire. Une place démesurée est accordée aux faits divers (voir notre article, p. 25), l'information internationale (sauf actualité exceptionnelle) est de plus en plus délaissée au profit d'une information de « proximité ». Et « le reste de l'actualité » s'abîme, pour un tiers du temps, dans des curiosités sociales, touristiques et culturelles. Sous prétexte de soutenir l'attention des téléspectateurs et, en vérité, pour éviter le « zapping », ce sont des sujets courts que l'on impose, soutenu par des titres ronflants (« immersion », « grand angle », « dossier », etc.) et, sur France 2 notamment, par des relances périodiques de fragments de sommaire. Les procédés destinés à fidéliser la clientèle se multiplient: par exemple les pseudo-séries (qui promettent une suite pour le lendemain). Et, pour couronner le tout, on court après le scoop et le sensationnel, quitte à se prendre parfois les pieds dans le tapis.

### LES DÉRIVES DU SENSATIONNALISME

De l'interview bidon de Fidel Castro par PPDA en décembre 1991 à l'annonce par David Pujadas sur France 2, en février 2004, de la retraite politique d'Alain Juppé... quelques minutes avant que ce dernier ne déclare le contraire lors du JT de TF1, nombreux sont les exemples de célèbres ratés et entorses à la déontologie provoqués par la quête du scoop. Mais pour ces exemples connus, combien de « petits » bidonnages, de « petites » libertés prises avec la vérité? Ainsi en va-t-il de ce cas d'école, rapporté par Marc Endeweld:

« Lundi 5 septembre 2005. Chacun de son côté, un journaliste de France 2 et une journaliste de France 3 commentent à Paris des images d'une agence internationale montrant Karen, une habitante de La Nouvelle Orléans, qui recherche sa sœur Judith dans sa maison, après les inondations du cyclone Katrina. Alors que les deux journalistes disposent du descriptif fourni par la banque d'images précisant que, selon un voisin, la sœur de Karen s'est enfuie à la nage – information reprise par la journaliste de TF1 –, ils vont expliquer aux téléspectateurs que les cris de Karen, qu'ils entendent derrière la porte filmée par le cameraman de la télévision suédoise, correspondent à la découverte du corps

sans vie de sa sœur. Une pure invention. Une fois encore, par désir de racolage, une fausse nouvelle a été communiquée aux téléspectateurs. [3] »

### DES DIFFUSEURS D'IDÉOLOGIE ?

Ces dérives ne sont évidemment pas le propre de l'ensemble des sujets et reportages des JT, mais elles sont un important révélateur des mécanismes à l'œuvre dans la production de l'information télévisée quand celle-ci est davantage motivée par la quête du plus grand nombre de téléspectateurs que par la volonté d'informer. Ces mécanismes ont des conséquences redoutables quant à la qualité de l'information: les JT n'offrent pas de clés de compréhension de l'actualité, ni même une image déformée de « ce qui se passe dans le monde », mais proposent une vision du monde simpliste et artificiellement hiérarchisée, qui ne manque pas de produire des effets sur les téléspectateurs. Non que ceux-ci soient strictement passifs et conditionnés: ils ne prennent pas pour argent comptant tout ce qui leur est dit par Claire Chazal ou David Pujadas. Mais si les JT n'imposent pas mécaniquement aux téléspectateurs ce que ces derniers pensent (ce ne sont pas des éponges), ils leur prescrivent ce à quoi ils doivent penser et ce qu'il est légitime de penser: les choix et le traitement des sujets, la façon de poser les problèmes et de les aborder contribuent à façonner l'air du temps.

Or, les dérives de la course à l'audience participent de la conversion des rédactions à la religion de la loi du marché et à son catéchisme néo-libéral. Le traitement des mouvements sociaux est à cet égard exemplaire (voir notre article sur les mobilisations en Guadeloupe, p. 21), qui mêle raccourcis simplificateurs et pseudo-évidences destinées à ne pas trop brusquer le téléspectateur, mais également parti pris, conscient ou non, en défaveur de ceux qui s'opposent aux inévitables « réformes ». De même, de peur sans doute de perdre une clientèle qui ira se fournir chez la concurrence, mais aussi par déférence politicienne, les JT subissent (sans protester) l'agenda politique du gouvernement et des principaux partis, et préfèrent coller aux stratégies de communication de ces derniers plutôt que de fixer leur propre tempo.

\*\*\*

Le tableau brossé ici est sans doute sombre, mais il est malheureusement à l'image des dérives liées à la marchandisation de l'information et à son corollaire, la quête de la réduction de ses coûts de production. Quand ils n'intègrent pas, sous forme de routines professionnelles intangibles, les normes qui s'imposent à des responsables de rédaction qui les leur imposent, ce ne sont pas « les » journalistes dans leur ensemble qui sont ici en cause, mais plutôt les conditions de réalisations de JT réellement existants, leurs formats, leurs contenus, et leurs effets. Dès lors, comme on l'a souligné et comme on le verra dans ce dossier, le JT qui avait pour vocation, selon ses fondateurs, d'« informer et cultiver » est aujourd'hui loin, très loin, de remplir ces fonctions.

[1] Marc Endeweld, « Plongée à l'intérieur des journaux télévisés », *Le Monde diplomatique*, décembre 2005.

[2] Jérôme Berthaut, *La Banlieue du « 20 heures »*, Agone, 2013.

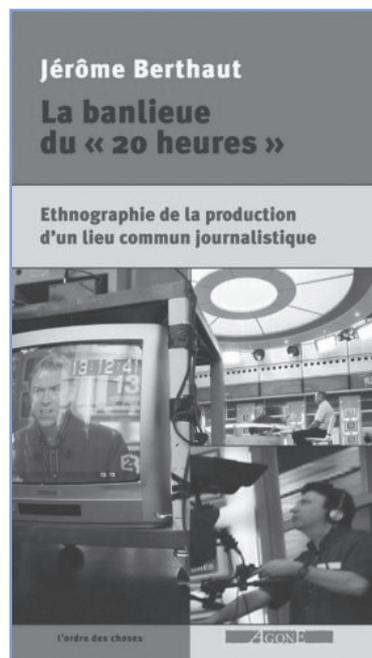
[3] Marc Endeweld, *art. cit.*

# LA FABRIQUE DE L'INFORMATION

*Dans son livre La Banlieue du « 20 heures » (Agone, 2013), le sociologue Jérôme Berthaut expose les résultats d'une enquête de terrain au long cours, menée dans les rédactions des journaux télévisés de France 2. À partir d'observations réalisées en 2003, 2006 et 2007, et d'entretiens effectués avec les journalistes de la chaîne entre 2003 et 2010, il montre que la vision stéréotypée que les médias dominants véhiculent des quartiers populaires – notamment la focalisation sécuritaire sur les « incivilités », l'intégrisme religieux ou les trafics –, n'est pas le produit d'un complot voulu, pensé et mis en œuvre par une poignée de médiocrates. Au contraire, cette vision médiatique s'enracine dans des pratiques journalistiques ordinaires et surtout, comme le montre l'extrait que nous publions ici, dans les rapports de force internes à la rédaction, dépendant ainsi du pouvoir de cadrage des sujets dont disposent les cadres dirigeants de la rédaction.*

Les observations réalisées à France 2 confirment que les conférences de rédaction s'efforcent surtout de prévoir les « sujets » susceptibles d'être abordés par les concurrents directs (en particulier TF1) pour anticiper la production des reportages et fabriquer des images jugées stratégiques pour les audiences. Une des façons possibles pour un chef de service d'imposer « son » sujet est alors de faire valoir que les concurrents, « eux », le traiteront. Les discussions en conférence de rédaction sur la définition des projets de reportages s'apparentent donc bien souvent à des paris sur les thématiques qui occuperont le sommaire des autres journaux dans les heures et journées à venir. Ainsi, comme nous l'expliquent lors de déplacements certains journalistes-rédacteurs rencontrés au cours de nos périodes d'observations de 2006 et 2007, certaines commandes de tournage n'ont de chance d'aboutir qu'« au cas où » TF1 serait également présent. Ces reportages, rebaptisés ironiquement les « sujets au cas où ! » par les reporters, témoignent de la crainte des chefs de faire l'impasse sur un sujet pouvant potentiellement être abordé par la concurrence. Pour mener à bien ce travail de prédiction de l'« actualité » à venir, l'ensemble des journalistes garde donc un œil attentif sur les thématiques développées dans les journaux qui précèdent la diffusion du JT. [...]

De tous les médias qui participent à la définition collective de l'actualité, c'est surtout par les chaînes de télévision et plus



encore par TF1 que les responsables du JT de France 2 craignent d'être surclassés. De ce fait, les dépêches AFP donnent souvent lieu à un exercice d'extrapolation de sujets au cours duquel certains chefs de services [de la rédaction] s'efforcent de reformuler un « fait » en un « événement » susceptible d'intéresser les responsables du JT [le présentateur, le rédacteur en chef et ses adjoints]. Quand, en mars 2003, une dépêche annonce l'agression de CRS dans le quartier populaire des Tarterêts à Corbeil-Essonnes, Sylvie s'empare de l'information tout en critiquant le compte rendu réalisé par l'agence de presse : « la dépêche [AFP] minimise un peu », « ça chauffe : hier soir cinquante gamins ont lancé des pavés sur des CRS, c'était des pavés de 10 kg chacun [1] ». En promettant la diffusion d'« images fortes », elle parvient ainsi à motiver les chefs du JT à présélectionner le sujet.

Une fois la sélection arrêtée en conférence de rédaction, les cadres dirigeants de la rédaction s'en remettent aux chefs de service pour transmettre aux reporters les consignes qu'ils ont assorties à chaque sujet retenu. « Ça répercute et ça descend d'un étage... », précise ainsi une journaliste dévolue aux chroniques judiciaires [2]. S'ils occupent un rôle d'intermédiaire entre les décisionnaires du sommaire du JT et le personnel chargé de collecter l'« information » et de la mettre en forme, les chefs de service semblent néanmoins toujours plus enclins à respecter les desiderata des premiers qu'à faire remonter les remarques des seconds.

## DES PASSEURS DE LA VISION DOMINANTE DES BANLIEUES

Comme le dit Sylvie (chef adjointe du service informations générales depuis 2001) au détour d'un entretien, les chefs intermédiaires se pensent souvent comme des « facilitateurs » des échanges d'informations entre les responsables du JT et les journalistes-rédacteurs. Les injonctions en provenance des conférences de rédaction peuvent en effet être parfois retravaillées, à la demande des journalistes, par les chefs immédiats qui chapeautent les services. Les relations ne sont toutefois pas égalitaires puisque le respect des exigences fixées par les rédacteurs en chef du journal prévaut toujours sur le point de vue des reporters: « Quand la décision est prise [par les responsables du JT], elle est prise, donc il va falloir faire bien redescendre le truc, et dire "attention, ils ne veulent surtout pas [ça]". [...] si tu le fais pas, le mec [le journaliste], il se fait démonter en conf' [de rédaction] », prévient Sylvie [3]. D'ailleurs, pour s'assurer qu'une commande de reportage formulée en conférence de rédaction soit bien exécutée, il arrive aux chefs de service de préparer le tournage, réduisant alors le rôle du journaliste-rédacteur à celui de simple exécutant: « À une époque, il y avait beaucoup de sujets. [...] On trouvait les interlocuteurs, on fixait les rendez-vous [...] et une fois que le package il était fait [...] on disait à un mec [à un reporter]: "Tiens!" [...] On apportait les trucs pratiquement clef en main... ce qui était vachement infantilisant. Voilà, c'est sûr, c'était plus simple » (Sylvie).

C'est dans le cadre de cette entremise des chefs de service, parfois très directive pour les reporters, que se diffusent aussi auprès des journalistes-rédacteurs, en amont de la réalisation des reportages, la définition des « banlieues » établie par les cadres dirigeants de la rédaction. Pendant nos observations en 2006, Laurent, le chef des informations générales, contrôle ainsi que la commune choisie par Denis présente bien les propriétés attendues par la direction pour incarner la « ville de banlieue », dans une future série de reportages intitulés « Portraits de France ».

Le 12 décembre 2006, dans l'après-midi. Laurent discute avec Denis de la ville

retenue pour symboliser la « banlieue » dans le JT, pendant la campagne présidentielle. Il se soucie d'abord que les résultats locaux aux précédentes élections soient proches des moyennes nationales: « Avant de monter voir Arlette [Chabot, la directrice de l'information], je pense qu'il faut que tu aies cette information », lui conseille Laurent. Denis propose ensuite de retenir Thiais. Laurent multiplie alors les demandes de précisions: « À Thiais, il y a quoi? il y a une zone pavillonnaire et des banlieues? – Tu as une zone... de banlieues, tu as une zone centre-ville d'origine.

– Tu veux dire historique? construit avec de l'ancien?

– Oui, il faudrait que j'aie voir mais il me semble que oui, il est décrit comme ça. »

Denis parle ensuite du taux de chômage que Laurent trouve peu élevé pour la « banlieue »: « Il est pas énorme mais il est au-dessus de la moyenne nationale? c'est quoi c'est 9 [%]?

– Oui, c'est entre 9 et 10, selon les variations saisonnières...

– Quelles sont les villes voisines?

– C'est Orly, c'est dans le Val-de-Marne... »

Le chef de service s'éloigne ensuite, visiblement satisfait. [4]

La présélection de la commune qui sera mise en scène répond ainsi à une commande construite sur une série de stéréotypes (ici urbanistique, architectural, social, etc.) dont le chef de service vient s'assurer la prise en compte par le reporter. Les observations révèlent d'ailleurs aussi la bonne volonté dont font preuve les journalistes lorsque leurs chefs de service leur exposent les projets de reportages validés en conférence de rédaction. Même s'ils montrent des signes de scepticisme, les reporters expriment rarement, de prime abord, la moindre critique théorique ou à plus forte raison politique sur la définition du sujet qui leur est confié. À France 2, toute commande de reportage avalisée par les responsables du JT semble en fait tenue pour légitime et réalisable, tant que l'inverse n'a pas été démontré par une série d'arguments renvoyant à une impossibilité matérielle. Quand Denis se voit confier le compte rendu sur « l'agression des CRS », même s'il souligne la difficulté à « tourner aux Tarterêts » (« C'est très chaud ») [5] et qu'il nous confie ses doutes sur

l'intérêt du reportage (« J'ai peur que ça fasse un sujet pitoyable »), il essaie de s'assurer des conditions minimales de production: que les projectiles ayant blessé les forces de l'ordre puissent être filmés sur place et qu'un syndicaliste de la police l'accompagne dans le quartier pour « faire une mise en situation ». Et même après qu'un représentant syndical lui ait appris par téléphone que les « blocs de béton » avaient été retirés des lieux, il ne renonce pas pour autant. Denis cherche alors une alternative qu'il pourra proposer à sa chef de service: « Le syndicaliste y retourne ce soir, on pourra alors faire un sujet ambiance puisqu'il va discuter avec la patrouille... » Enfin, quand le rédacteur en chef adjoint du JT passe dans le bureau et lui conseille d'interroger les « pompiers de Corbeil » sur les agressions qu'ils ont eux-mêmes subies, Denis s'exécute encore. Ce n'est qu'après cette dernière tentative infructueuse (le pompier contacté constate plutôt « des agressions en baisse ») que le journaliste préposé aux banlieues peut convaincre ses chefs que l'« histoire se dégonfle visiblement ». « L'infaisable il faut le prouver, mais ça prend beaucoup de temps », nous confie-t-il à une autre occasion [6]. L'ethnographie montre ainsi l'importance, dans le processus d'homogénéisation des pratiques des journalistes, de cette vérification collective et quotidienne des réceptions et de l'application de la ligne éditoriale. C'est en effet à partir de ces injonctions professionnelles et de ces ébauches de sujets dans lesquelles surgissent fréquemment des prénotions et une série de catégories de classement produites par le champ politique et les sources institutionnelles du journalisme que s'opère ensuite la mise en œuvre concrète des produits médiatiques finis.

[1] Journal de terrain du 26 mars 2003, le matin.

[2] Entretien, 2003.

[3] Entretien, 2009.

[4] Journal de terrain du 12 décembre 2006.

[5] Journal de terrain du 26 mars 2003, le matin.

[6] Sur les efforts similaires engagés par les reporters canadiens pour obtenir le retrait d'une commande, lire Richard V. Ericson *et al.*, *Visualizing Deviance: a Study of News Organization*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 214.

# LES JT DE TF1 ET LA GRÈVE GÉNÉRALE EN GUADELOUPE (2009)

*Le 20 janvier 2009 débute en Guadeloupe, par une grève générale, un mouvement social d'une ampleur inédite qui durera 44 jours et s'étendra à la Martinique, la Guyane ou La Réunion. Pourquoi? sur quels objectifs? dans quelles circonstances? Il ne faut guère compter sur les journaux télévisés pour nous l'apprendre, comme le montre le traitement par TF1 des trois premières semaines du mouvement. Les effets plutôt que les causes, des micros-trottoirs plutôt que des enquêtes: TF1, solidaire, fait la grève de l'information.*

## PREMIÈRE SEMAINE: 1 MINUTE 23 D'« INFORMATION »

Jeudi 22 janvier, 13h: ce n'est que deux jours après le début du mouvement que TF1 propose un premier reportage – uniquement consacré aux effets de la grève. Voici ce que les téléspectateurs découvriront de la situation sociale en Guadeloupe: « Depuis vendredi, **les cuves des pompes à essence sont vides et les stations sont fermées jusqu'à nouvel ordre. Impossible ou presque de se déplacer dans le département.** » Des témoignages viennent aussitôt compléter cette première esquisse: « Les bus font la grève aussi, donc là ils parlent de couper l'eau », « je me suis organisée parce que je savais que c'était la grève ». Et après la question des transports, on en vient logiquement à celle de l'énergie: « La centrale électrique en service minimum fonctionne normalement en dépit d'un piquet de grève; il n'en est pas de même partout, et **les chefs d'entreprise s'inquiètent.** » Les motifs d'une telle situation? TF1 préfère les ignorer, ou ne pas les faire savoir, et se contente donc de répertorier les conséquences d'un mouvement de grève apparemment sans causes ni revendications. Ce travail d'enquête effectué, il est temps de donner la parole à l'un de ses adversaires, chef d'entreprise: « Ce sont des actions que je qualifierais de coup de poing, de personnes qui veulent forcer les autres à suivre ce qu'ils veulent imposer aux Antilles, et qui ne correspondent absolument pas à la volonté de la population ». Un point de vue qu'il serait superflu d'étayer par des chiffres, par exemple celui des mobilisations et des manifestations. D'autres chiffres en revanche retiennent l'attention du journaliste: « 2000 touristes en moins par jour, trois navires de croisière

déroutés [...] les commerçants de Pointe-à-Pitre commencent à s'interroger sur le bien-fondé de la grève générale. » Et semble-t-il, il n'y a pas que les commerçants guadeloupéens... Dernière précision, à toutes fins utiles: « Se rendre à l'aéroport nécessite aujourd'hui d'achever le trajet à pied. Manifestants et forces de l'ordre se font face, spectacle surprenant pour ceux qui débarquent en Guadeloupe. » En 1 minute 23, tout est dit: une grève, menée par d'invisibles grévistes, sans raisons ni objectifs, bloque le pays et inquiète chefs d'entreprise, touristes et commerçants, sans être soutenue par la population. Un « spectacle surprenant », en effet...

## DEUXIÈME SEMAINE: UN PEU DE BRUIT POUR PAS GRAND-CHOSE

Le 27 janvier, après cinq jours de relâche, le surprenant spectacle est de nouveau à l'affiche, et pour la première fois au 20h, dans un reportage lancé en ces termes par Laurence Ferrari: « **La tension monte en Guadeloupe au 9<sup>e</sup> jour de grève générale. Les négociations n'ont pas abouti hier et la vie quotidienne devient de plus en plus difficile pour les habitants comme pour les touristes. Parfois même les esprits s'échauffent et la situation devient explosive. Reportage...** » Une « vie quotidienne difficile »? À cause de la grève, bien sûr.

Mais ce qui vaut enfin au conflit social en Guadeloupe les honneurs du 20h le plus regardé de France, c'est une « vidéo amateur » que TF1 s'est procurée: on y voit une voiture forcer un piquet de grève. Ces images ouvrent le reportage, assorties d'un commentaire qui rappelle les



Vu sur TF1



Vu sur TF1



Pas vu sur TF1

grandes heures du regretté « Droit de savoir » de Charles Villeneuve: « Confinés plusieurs jours sans eau, sans électricité, des touristes parfois exaspérés tentent de sortir coûte que coûte de leurs établissements hôteliers, défiant les piquets de grève. Affolé, aveuglé, pare-brise éclaté à coups de bâton, ce conducteur a même failli écraser sa propre famille sous une volée de projectiles divers. » Les circonstances de cet incident qui a fait du bruit en Guadeloupe sont controversées. Mais au fond, peu importe: le problème est qu'il est aussitôt généralisé et présenté comme symptomatique d'un mouvement qualifié d'« explosif », et dont on ne dira rien de plus. Car TF1 reprend l'information là où on l'avait (dé)laissée: « Depuis 8 jours, les stations service sont fermées, seuls les véhicules d'urgence sont approvisionnés. Impossible donc de se déplacer pour se rendre au travail, car les transporteurs publics sont en grève également pour soutenir le mouvement contre la vie chère. » Petite nouveauté, on apprend au passage, en termes très généraux, une des cibles du mouvement (qui va durablement éclipser toutes les autres), et grande nouveauté, on a droit à une apparition à l'écran d'un de ses leaders. Certes il est présenté comme Élie « Damota », au lieu d'Élie Domota, certes on lui donne le titre original de « porte-parole des grévistes », alors qu'il est secrétaire général de l'UGTG [1] et porte-parole du collectif LKP [2], mais il aura tout de même quelques secondes pour souligner la différence des prix entre Guadeloupe et métropole et confirmer son appel à continuer le mouvement.



Car l'information n'attend pas, et l'on reprend: « Les difficultés de la vie de tous les jours commencent à peser. Impossible

en effet de se ravitailler dans les grandes surfaces ou les centres commerciaux cadennassés [...] Les négociateurs devraient s'asseoir ce soir à la même table pour étudier les 149 revendications des syndicats et associations à la tête de ce vaste mouvement de protestation. » En une minute, cette fois, on aura appris l'existence d'un « vaste mouvement de protestation » dont on ne saura rien, et de 149 revendications, dont on peut imaginer que quelques-unes d'entre elles portent sur « la vie chère ». Un indéniable progrès!

Le lendemain, un nouveau reportage tente de répondre, selon la description du site de TF1, à la question suivante: « Que se passe-t-il précisément en Guadeloupe? » Selon le lancement de la présentatrice, principalement deux choses: « Écoles, magasins, administrations, stations-service, tout est fermé » et « Difficile également de travailler pour les journalistes dans une situation qui est de plus en plus tendue. » Le reportage n'ajoute à ce lancement qu'une interview d'Yves Jégo, secrétaire d'État chargé de l'Outre-Mer (28 sec., soit 42 % du reportage).

Jeudi 29 janvier, 13h: une journée de mobilisation en métropole (un « jeudi noir ») entretient l'intérêt de TF1 pour le mouvement de grève en Guadeloupe. Le 13h de Jean-Pierre Pernaut propose ce jour-là un reportage consternant qui s'ouvre sur une poignante évocation... des touristes métropolitains fuyant l'enfer, et brutalement chassés du paradis: « Ils avaient quitté au matin l'hiver parisien pour des vacances en manches courtes, et ils se réjouissaient de fuir sous les cocotiers guadeloupéens les grèves en métropole. Mauvaise pioche. Car à l'atterrissage à Pointe-à-Pitre, le paradis tropical avait baissé le rideau. ». Au 20h, Laurence Ferrari reprend le refrain de la veille: « L'île est paralysée, le spectacle impressionnant, plus d'essence, les routes sont désertes, les magasins fermés, la tension reste vive. » Et rien de nouveau dans le reportage.

Au 20h du 30 janvier, un reportage, cette fois entièrement consacré... au secteur touristique. La parole est donnée au directeur « du plus bel hôtel de la

Guadeloupe », et l'on compatit avec lui: « L'hôtel se vide donc, au rythme du départ de ses clients »... Complément d'enquête: on s'intéresse ensuite aux « gîtes ruraux [qui] sont aussi touchés ». Conclusion du journaliste navré: « Et pourtant, il y a à peine quinze jours, l'État signait avec les compagnies aériennes un accord de baisse des prix vers les Antilles, précisément pour relancer cette destination touristique. Des efforts réduits à néant par cette dernière poussée de fièvre sociale en Guadeloupe. » Vous me copierez cent fois: « Les grévistes sont des saboteurs ».

Dimanche 1<sup>er</sup> février, le 20h évoque l'arrivée sur place d'Yves Jégo, qui a visiblement galvanisé l'équipe, car Claire Chazal, après les incantations rituelles, annonce du nouveau: « Yves Jégo [...] va tenter de mettre un terme à la grève générale [...] Alors voyons ce qu'attendent les habitants, avec nos envoyés spéciaux... ». Malheureusement on attendra longtemps les « attentes des habitants », car le reportage n'en dit pas un mot: entièrement consacré à la pénurie d'essence, il ne dit d'ailleurs pas non plus un mot du prix de l'essence en Guadeloupe, prix surélevé qui a pourtant joué un rôle non négligeable dans le conflit.

Lundi 2 février, JPP se souvient de « l'actualité sociale » en Guadeloupe. Mais s'il revient sur la « paralysie » de l'île, c'est qu'il a trouvé un motif d'espoir dans le potentiel folklorique du mouvement. Et, à 13h15, on y retourne avec un sourire: « Toujours dans l'actualité sociale, la Guadeloupe qui reste paralysée par une grève générale depuis une dizaine de jours, toute l'économie est paralysée, on le voyait encore hier soir, mais ça n'empêche pas le carnaval de continuer. À Basse-Terre... »

Puis, du 3 au 6 février, c'est le calme plat: plus aucun reportage. Le 4 février, on reparle bien d'une pénurie d'essence, mais c'est une fausse alerte: elle a lieu en Corse, à cause d'une grève dont on ne saura rien non plus. Il faut dire que l'exemple vient d'en haut: le 5 février, Nicolas Sarkozy, qui intervient à la télévision, n'aura pas un mot pour la Guadeloupe, ni pour la Martinique où vient de se déclencher un mouvement

similaire. Et les quelques porte-micros prétendument triés sur le volet qui l'entourent respectueusement ne poseront aucune question à ce sujet. Mais le mouvement continue, s'étend, le ministre fait un aller-retour remarqué, et il faut bien en parler. De nouveaux reportages sont proposés, suggérant, très timidement, que la couverture médiatique d'un tel conflit pourrait ne pas se contenter de dresser la liste des stations-service ou des centres commerciaux fermés.

## TROISIÈME SEMAINE: UN « CERTAIN MALAISE »

Le 7 février, rien au 13h, mais au 20h, nouveau reportage, que le site de TF1 intitule: « Poursuite des négociations ». Le lancement de Claire Chazal correspond davantage à son contenu véritable: « *Les négociations se poursuivent en vue de trouver une issue à la grève générale qui affecte l'archipel depuis le 20 janvier. L'unique dépôt pétrolier est toujours bloqué et l'ensemble des stations service n'est plus réapprovisionné. Des coupures de courant ont même été signalées.* » Le téléspectateur apprendra tout de même l'existence d'un « collectif syndical contre la *pwofitasyon, l'exploitation en créole* », certes surtout au travers des « actions » qu'il mène « *chaque jour, comme le blocage de la SARA, unique société pétrolière de Guadeloupe, cible privilégié des grévistes* », mais il pourra même entendre son porte-parole évoquer le problème de l'essence sous un angle nouveau (« *La Sara ne nous a toujours pas dit où elle achète l'essence qui est distribuée dans les réservoirs en Guadeloupe, personne ne sait à quel coût, ni à quel prix. Par contre aujourd'hui on sait qu'il y a un trafic d'essence qui est organisé par les compagnies pétrolières dans la Caraïbe pour nous faire payer l'essence au prix fort* »). Après tant d'efforts, on comprend qu'il faille revenir en terrain connu: « *Les stations service ne sont donc plus approvisionnées. Une façon pour le collectif de montrer qu'il garde la main et détient seul les clés du conflit. Les hypermarchés restent fermés, et des coupures d'électricité tournantes ont été constatées dans l'île aujourd'hui* ». La fin du reportage évoque les « *négociations sur les salaires* ».

8 février, toujours rien au 13h. Mais le 20h nous réserve une information de première importance, dont tout le monde se doutait à vrai dire, mais que viennent de comprendre les « envoyés spéciaux » de TF1: cette crise serait « **révélatrice d'un certain malaise** » [3]. Peut-être vaut-il mieux en sourire... Sans rien perdre de son aplomb, Claire Chazal, seulement 8 minutes 30 après le début de son journal, lance doctement le sujet: « *En Guadeloupe la situation reste confuse, le patronat et les syndicats recherchent toujours un accord final sur une hausse des salaires et aussi sur le problème du prix de l'essence, trop élevé. Une crise qui illustre le malaise de la société guadeloupéenne où la précarité est grande, notamment parmi les jeunes. C'est ce qu'ont constaté nos envoyés spéciaux...* » dans un reportage exceptionnellement « long », qui dure 2'25. Un indéniable progrès – et cette fois soit dit (presque) sans ironie. Mais on partait de si loin en dessous de zéro que le contraire aurait été difficile à concevoir. Et il reste de toute façon ce constat brut et sans appel: il aura fallu presque trois semaines de grève générale pour que TF1 daigne enlever ses lunettes de soleil et se rende compte... d'un « malaise » dans la « société guadeloupéenne ».

## France 2 comme TF1 ?

Les journaux télévisés des deux chaînes, et particulièrement le 20h, présentent de pénibles similitudes. La grève en Guadeloupe a permis hélas de le vérifier. Qu'on en juge avec ces quelques aperçus:

— Au 20h, la première semaine donne ainsi lieu à une unique remarque: Pujadas évoque « *une amorce de durcissement au second jour de la grève générale en Guadeloupe* » (21 janv.), sans qu'on nous dise quoi que ce soit de la situation initiale par rapport à laquelle la grève se serait « durcie ». On notera le mutisme total du 20h sur la manifestation guadeloupéenne du 24 janvier. Celle-ci ayant rassemblé 25 000 personnes dans une île en comptant 410 000, elle a pourtant ouvert un cycle de manifestations de plus en plus suivies; mais les téléspectateurs de France 2 n'en sauront rien.

— Les jours suivants, la grève générale ne donne pas lieu à un suivi médiatique plus vigoureux puisque seulement deux « sujets », respectivement de 20 et 15 secondes, lui sont consacrés. De ce mouvement social qui s'approfondit depuis près de deux semaines, on ne saura que deux choses: « *Les files d'attente, vous le voyez, sont impressionnantes. Se déplacer est devenu presque impossible* » (28 janv.); et « *L'île reste paralysée alors que les syndicats viennent de rejeter la proposition d'une enveloppe de 54 millions d'euros pour sortir de la crise* » (31 janv.).

— La rédaction du 13h s'est davantage penchée sur cette grève générale. Mais là encore, à visionner les sujets proposés aux téléspectateurs, il semble qu'on ait moins affaire à un mouvement de grève qu'à une vaste pénurie d'essence néfaste au tourisme. Un reportage (23 janv.) s'ouvre ainsi de la manière suivante: « *Les touristes semblent un peu désemparés. Si leurs hôtels restent ouverts, le service n'y est plus forcément assuré, et de nombreux restaurants et boutiques ont baissé le rideau [...] La carte postale risque d'être gâchée encore plusieurs jours pour les vacanciers.* »

En revanche, TF1 reste TF1 : qu'on ne compte pas sur elle pour proposer la moindre analyse de ce « *malaise* ». L'ouverture du reportage est éloquente. Croyant pourfendre des clichés, le commentaire nous informe d'abord sur l'épaisseur des préjugés de ses « envoyés spéciaux » : « *On les imagine sur la plage [images], au soleil, en grandes vacances perpétuelles. Avoir vingt ans aux Antilles, le rêve ! Voici, au revers de la carte postale, la vie des intéressés.* » Suivent alors des témoignages de jeunes Guadeloupéens d'un quartier HLM au nord de Pointe-à-Pitre. Mais aucune donnée chiffrée, aucune mise en perspective ne viendront donner du sens à ces bribes d'expériences individuelles, ou permettre de les situer dans la réalité guadeloupéenne. Reste que la précarité des jeunes est évoquée, ce qui est mieux que rien. Et le reportage aborde aussi la question « raciale », en donnant la parole au LKP puis au patronat local. Avec une conclusion du journaliste : « *L'exil, en métropole ou ailleurs, seule solution pour les mieux formés* ». Et un petit cliché pour finir : « *Aux autres, à la cité Lacroix, ne reste que le rêve d'un hypothétique succès musical* », sur des images qui montrent les jeunes entrevus tout à l'heure en train de pousser la chansonnette. Quelques aperçus, donc, prisonniers d'une présentation anecdotique.

Lundi 9 février, 13h : le départ surprise du secrétaire d'État, en pleine négociation, va provoquer un regain d'attention pour le conflit. Même JPP s'en mêle, et propose un reportage d'une minute sur... « le départ d'Yves Jégo ». Colère des Guadeloupéens, assurances de Jégo, et quelques informations complémentaires : « *Les routes restent bloquées, et des manifestants ont méthodiquement envahi des magasins.* ». Au 20h, Pour la première fois depuis le début du mouvement, la crise antillaise fait la Une : il aura suffi pour cela du départ controversé d'un sous-ministre (« *la crise en Guadeloupe et en Martinique : le brusque retour d'Yves Jégo provoque un malaise* »). Le « malaise » de la « société guadeloupéenne », péniblement identifié au bout de trois semaines d'un conflit historique, n'aura

lui jamais eu les honneurs de la Une du 20h. Le reportage (1'30) ressemble à celui du 13h, avec des manifestants pas contents, de la communication gouvernementale (« *toutes les demandes du collectif à l'origine du mouvement sont déjà satisfaites à l'exception des hausses salariales* ») et une couverture médiatique qui « s'étend », à l'identique, sur la Martinique : « *le mouvement s'est étendu à la Martinique sur cette zone d'activité commerciale, les manifestants bloquent les accès, et les grévistes exigent des patrons de magasins et supermarchés la fermeture de leurs enseignes* »

10 février, 13h : JPP est encore sur le pont. Il retransmet des extraits de la déclaration de François Fillon sur les mesures décidées pour les Antilles, puis lance un reportage sur les manifestations de la veille : « *mobilisés comme au premier jour, 10 000 personnes à Pointe-à-Pitre, 1 500 au moins à Basse-Terre* ». « Comme au premier jour » ? Difficile à vérifier, pour le téléspectateur de TF1, car c'est la première fois que la chaîne donne des chiffres sur la mobilisation, et même l'une des premières fois qu'elle évoque l'existence de « manifestations ». Du côté revendications, en revanche, on fait du sur-place : « *Au cœur des revendications et de la lutte des Guadeloupéens contre la vie chère, toujours le prix des carburants, que le président du Conseil général a qualifié de véritable scandale* ». Et ? C'est tout...

10 février, 20h : les déclarations de Fillon et le retour prévu de Jégo maintiennent l'intérêt de Ferrari pour le mouvement. Pour la deuxième fois, il est annoncé en Une ; c'est même le deuxième titre. À part cela, rien de bien nouveau, à part l'envoyé spécial de TF1. Sans rien savoir des raisons qui ont conduit à cette arrivée, on notera un certain infléchissement du ton employé et du point de vue adopté, comme en témoigne cette interview :

— Élie Domota : « *Des milliers de Guadeloupéens souffrent depuis des années en silence, et qui aujourd'hui se sont rassemblés pour dire non à l'exploitation, non à la soumission.* »

— Le nouvel arrivant : « *Ils souffrent de quoi ?* »

— Élie Domota : « *De tout, de la discrimination raciale, des bas salaires, de l'exploitation, de vivre dans la misère, de vivre dans l'ignorance...* »

Il aura donc fallu attendre trois semaines pour que TF1 daigne poser et se poser ce genre de questions... sans pour autant se donner les moyens d'y répondre, au moins dans ses JT : presque aucune donnée chiffrée, aucune perspective globale, pas un mot sur le contexte historique, social, économique, pas une statistique sur le chômage, sur la précarité, la « vie chère », ou les inégalités – et pas davantage de tentative d'explication de ces phénomènes. Aucun temps de parole accordé à un gréviste, à part les quelques mots de leurs porte-parole, aucun autre point de vue sur le mouvement que celui de ses prétendues « victimes », ou celui de journalistes privés d'essence, de plage ou de shopping. Des non-informations martelées jour après jour, et des informations essentielles passées sous silence ou mentionnées au détour d'une phrase. Une bouillie indigente et pourtant indigeste – et pour tout dire insupportable quand on met en regard de la gravité de la situation sociale, l'importance démesurée accordée à d'autres sujets, qu'on s'abstiendra de mentionner. La fenêtre entr'ouverte sur les racines d'un mouvement exceptionnel, par son ampleur et sa nature, allait-elle se refermer avec le « durcissement » annoncé du conflit ? Élément de réponse : entre le 10 et le 20 février, date de publication de notre article, on comptait déjà quatre reportages consacrés à l'industrie du tourisme « mise à mal », et même « première victime de la crise » [4].

[1] Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, une des principales centrales syndicales de Guadeloupe.

[2] Collectif Lyannaj Kont Pwofitasyon, ou « Union contre l'exploitation », qui est à l'origine de la grève générale.

[3] Titre du reportage sur le site de TF1.

[4] Selon les titres de deux reportages sur le site de TF1. Deux reportages portent en outre sur l'économie guadeloupéenne « victime de la grève ».

# LE JT DE FRANCE 2 : UN POT-POURRI DE FAITS DIVERS ET DE DIVERS FAITS

*En juin 2013, une étude de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) mettait en évidence, entre 2003 et 2013, une augmentation de 73 % du nombre de sujets consacrés chaque année aux faits divers dans les journaux télévisés des six grandes chaînes généralistes.*

*Même si ce résultat corrobore l'expérience des téléspectateurs du JT, le mode d'analyse retenu par l'INA ne nous semblait à même de rendre compte ni du poids réel des faits divers (évalué à seulement 6 %), ni d'autres évolutions éditoriales majeures – comme la présence de plus en plus envahissante de sujets dits « magazine » – du canal d'information privilégié d'une majorité de Français. Aussi, nous avons procédé à notre propre enquête, en relevant et en minutant le sommaire des 20h de France 2 entre le 8 et le 22 janvier. Avec des résultats édifiants.*

## I. UN CLASSEMENT GÉNÉRAL...

L'étude de l'INA, aussi instructive soit-elle, souffre de deux grandes lacunes. D'une part, elle porte sur le nombre de « sujets » consacrés à telle ou telle rubrique de l'actualité, mais ne se préoccupe jamais du temps d'antenne global qu'ils représentent. D'autre part, elle saucissonne l'actualité en tant de thématiques qu'il en devient difficile de se figurer les lignes de force qui structurent l'information telle qu'elle est présentée chaque soir.

Ainsi l'INA distingue les rubriques suivantes (suivies de leur part, en nombre de sujets, dans les JT en 2012) :

Société: 17 %  
 International: 15 %  
 Politique française: 13 %  
 Économie: 11 %  
 Culture-Loisirs: 7 %  
 Sport: 7 %  
 Faits divers (atteintes aux personnes, accidents...): 6 %  
 Catastrophes: 6 %  
 Justice: 5 %  
 Environnement: 4 %  
 Santé: 3 %  
 Éducation: 2 %  
 Histoire-hommages: 2 %  
 Sciences et techniques: 2 %

Des résultats quelque peu surprenants, tant du point de vue de l'importance des sujets internationaux, que de la faiblesse en volume de la rubrique « faits divers » (même en lui adjoignant celle intitulée « catastrophes »).

Avant d'en commenter la méthode et le sens, voici les résultats que nous avons obtenus en classant dans un nombre plus limité de rubriques les 282 sujets des quinze JT observés :

Faits divers et sport: 26 %  
 Questions économiques et sociales: 18,5 %  
 Faits de société: 17 %  
 Politique: 14,5 %  
 International: 11 %  
 Magazine: 9 %  
 Culture: 4 %

Beaucoup plus significatif pour appréhender leur poids respectif, voici maintenant leur part de temps d'antenne qu'elles ont occupé, pour un temps total de 564 minutes d'informations :

Faits divers et sport: 20 %  
 Faits de société: 20 %  
 Questions économiques et sociales: 20 %  
 Magazine: 14 %  
 Politique: 11 %  
 International: 7,5 %  
 Culture: 6 %

## ... Et sa méthode

Convenons tout d'abord que, contrairement à l'étude de l'INA qui repose sur une analyse exhaustive des JT de six chaînes sur une année entière, le décompte que nous avons réalisé est beaucoup plus limité et qu'on ne saurait en tirer de conclusions aussi définitives – gageons tout de même qu'il fournit quelques indices et quelques grandes tendances significatives.

Convenons ensuite que l'affectation de chaque sujet à une rubrique plutôt qu'à une autre est un exercice largement arbitraire. Il procède néanmoins d'une certaine logique :

– Nous avons classé dans la rubrique faits divers et sport des sujets que l'INA aurait sans doute affecté dans les rubriques justice (la libération de Michael Blanc détenu depuis de nombreuses années en Indonésie pour trafic de drogue), international (« Brésil: la statue du Christ touchée par la foudre », « Chine: incendie dans le village historique de Dukezong »), ou catastrophes (les intempéries dans le Var). Ce qui explique le triplement de leur volume total. Au cours de ces deux semaines, le sport a été réduit à la portion congrue.

- Nous avons affecté à la rubrique « magazine » des sujets relativement atemporels, qui, s'ils peuvent prendre appui sur « l'actualité », n'y sont pas directement liés, et dont le thème ou le traitement évoque davantage le film documentaire que le reportage factuel. Avec évidemment beaucoup de sujets consacrés à la nature et aux voyages (« États-Unis: le Grand Canyon en hiver, une face méconnue »; « Antarctique: des anémones sous la banquise »), mais aussi à des thèmes historiques (« Histoire: Lénine, 90 ans après sa mort »; « Histoire: Philippe Druillet, "fils de collabo" »), aux faits de société (« "Encombrants": ruée sur les trottoirs »), ou à l'international (« Portrait: Rachel Mwanza, l'enfant des rues de Kinshasa »).
- La rubrique « faits de société » est la plus composite. Elle regroupe essentiellement des sujets ayant trait à l'éducation, à la santé, aux modes de vie et à leurs évolutions. Nombre de ces sujets, notamment en matière d'éducation et de santé recèlent des questions qui devraient normalement relever de la rubrique « questions économiques et sociales », mais leur approche, souvent très individualisante, ne fait qu'effleurer les aspects renvoyant à des enjeux collectifs et au débat public (« Orientation post-bac: l'heure des choix »; « Formation professionnelle: le parcours de Céline en restauration »).

## II. LE « PALMARÈS » DE L'INFORMATION...

Quelles que soient leurs limites, que conclure de ces résultats ? Que dénotent-ils de la densité et de la valeur informative du 20h du secteur public ?

- Les faits divers, le sport et les sujets magazine (qui sont aussi à leur manière des faits divers...) ont représenté plus du tiers des JT au cours de ces deux semaines. À elles deux ces rubriques pèsent presque autant que les rubriques « questions économiques et sociales », « politique » et « international » réunies. En ce sens, elles font bien diversion au sens où l'entendait Pierre Bourdieu, c'est-à-dire qu'elles prennent indûment la place de questions et d'enjeux d'intérêt public.
- La parité de durée entre les rubriques « questions économiques et sociales » et « faits de société » illustre encore la pauvreté informative des JT de France 2. Des questions d'intérêt général relatives à la conflictualité et à l'évolution des rapports sociaux, au rôle de la puissance publique, aux grands équilibres macroéconomiques et au fonctionnement de l'appareil productif y ont ainsi la même importance quantitative que des problèmes très limités touchant si ce n'est des individus, du moins des catégories restreintes de la population, leurs modes de vie ou leurs relations avec les institutions... Et encore faut-il noter que nous avons classé dans la rubrique « questions économiques et sociales » un certain nombre de sujets qui auraient tout aussi bien pu figurer sans dépareiller dans la rubrique « magazine » (tels que « Soldes: chaussures en boutique ou sur internet », ou encore « Immersion: quotidien d'un patron de PME » d'une durée de près de six minutes).
- Les « affaires » Dieudonné et Hollande-Gayet-Trierweiler (et leur traitement médiatique), en suscitant de nombreuses réactions politiques, ont largement nourri la rubrique au cours de ces quinze jours. Plus en tout cas que le pacte

de responsabilité qui ne donne lieu qu'à... deux sujets ! Ce choix éditorial de privilégier la réorientation de la vie amoureuse du président sur celle de sa politique illustre bien la tonalité générale de la rubrique politique et relativise son importance quantitative: les polémiques, l'anecdotique et la personnalisation prennent systématiquement le pas sur la présentation des organisations collectives, des enjeux de fond qui les mobilisent et des rapports de force qui les opposent.

- Amputée des faits divers et des sujets magazine, la rubrique « international » est ramenée à bien peu de chose. Ainsi maltraitées et donc mal connues du public, les questions internationales demeurent rebutantes pour le téléspectateur, pour l'audimat et donc pour la chefferie éditoriale...
- Enfin, le poids significatif de la rubrique culture (4 % des sujets; 6 % de la durée totale des JT) est trompeur. Deux entretiens en plateau avec Bernard Pivot et Isabelle Huppert (qui auraient tout aussi bien pu être considérés comme des sujets « magazine », voire publicitaires – les deux invités étant présents pour vendre un produit culturel), d'une durée respective de neuf et douze minutes, représentent les deux tiers de l'ensemble – pour le dire autrement, sans ces deux sujets la culture n'aurait représenté que 2 % des JT.

### ... Et son sens

Il ne s'agit pas ici de dessiner en creux le sommaire d'un JT idéal qui, se résumant aux seules questions économiques et sociales, politiques et internationales, aurait une ligne d'ensemble aussi austère qu'élitiste. Mais avant de se heurter à cet écueil, il semble que le 20h de France 2 dispose d'une marge d'évolution – et de progression – assez confortable... Le tableau que dépeignent ces quelques chiffres, et que confirme la consultation détaillée des sommaires, est en effet assez lamentable.

Le JT de la principale chaîne de service public apparaît ainsi avant tout comme un divertissement audiovisuel, juxtaposant chaque soir une vingtaine de sujets dont un inventaire à la Prévert n'épuiserait pas la diversité. Dans un enchaînement effréné où la durée moyenne d'un sujet est de deux minutes, l'accessoire, l'anecdotique, l'émouvant, le sensationnel ou le pittoresque alterne au fil du journal avec ce qui devrait constituer l'essentiel de l'information et finit par l'étouffer. Sur un plan strictement quantitatif d'abord, mais surtout parce qu'il devient impossible de discriminer dans ce fatras hétéroclite les « informations » qui concernent potentiellement tout un chacun, qui ont à voir avec la chose publique, voire la « marche du monde », et les « événements » qui n'en sont que parce que les médias les jugent dignes de l'être.

C'est bien la hiérarchie de l'information, et donc les choix de la rédaction en chef qui sont ici en cause. Quel peut bien être, par exemple, la logique et l'intelligibilité de la succession sans queue ni tête de sujets qui constituait la seconde partie du 20h du 9 janvier: « États-Unis: une femme enceinte en état de mort cérébrale » 1'30; « Cuba: apparition publique de Fidel Castro » 30"; « Attaque terroriste d'In Amenas: témoignage d'une infirmière rescapée » 3'30; « Sativex: le cannabis médical » 1'30; « Salon des nouvelles technologies

de Las Vegas : le sommeil assisté » 2'15 ; « Régimes matrimoniaux : la séparation des biens en augmentation » 2' ; « Couples : 20 ou 30 ans de différence d'âge » 4' ; « Découverte : Cordouan, le plus ancien phare de France » 4' ; « Pierre Lescure devrait succéder à Gilles Jacob à la présidence du Festival de Cannes » 40" ; « Spectacle de Dieudonné : en direct de Nantes » 1' ; « Football : victoire du PSG contre Brest, 5 buts à 2 » 15" ?

Et que penser de la valeur informative globale de ce même JT qui avait été ouvert par une salve de sept sujets exclusivement dédiés à l'affaire Dieudonné – on comparera avec intérêt la pudeur exquise dont témoigne la durée du sujet consacré aux tracas judiciaires de Dassault, qui clôt la séquence : « Nantes : le spectacle de Dieudonné annulé » 1'10 ; « Dieudonné

à Nantes : ambiance tendue avec les spectateurs » 1' ; « Affaire Dieudonné : déroulement de la journée » 2'30 ; « Spectacle de Dieudonné : incohérences judiciaires » 1' ; « Affaire Dieudonné : une victoire pour Manuel Valls ? » 2'30 ; « Affaire Dieudonné : des leçons à tirer de l'interdiction ? » 1' ; « Dieudonné : son parcours » 2' ; « Sénat : interrogation sur la levée d'immunité de Serge Dassault » 20" ?

Entre les deux séquences, deux sujets sur des thèmes apparemment mineurs, dont le second aura malgré tout les honneurs d'un reportage particulièrement long : « Plan social La Redoute » 10" ; « Sécurité sociale : la fin de l'assurance obligatoire ? » 3'30...

\*\*\*

Cette évaluation essentiellement chronométrique est, somme toute,

très charitable : elle n'entre pas dans le détail du traitement anecdotique de la plupart des « sujets », de l'emphase souvent dérisoire de la présentation de certains d'entre eux (« Immersion », « Grand format », « Dossier de cette édition ») ou des effets de la mise en scène de ce petit théâtre de l'information (et notamment des annonces à suspense des « sujets suivants »).

Nous avons déjà évoqué les « Cartes postales des États-Unis à destination du JT de France 2 ». Nous pourrions également évoquer le tour des destinations touristiques européennes, destiné à faire rêver les téléspectateurs installés leur canapé, souvent faute de moyens de le quitter. S'informer peut être aussi un moyen de se divertir. Mais divertir surtout peut-il être un moyen d'informer ?

### Sur TF1, la Coupe est pleine !

S'il sert en principe à informer, et en fait à divertir, le JT est aussi régulièrement utilisé par les grandes chaînes pour annoncer leurs programmes phares et ainsi retenir les téléspectateurs sur leur antenne. Détentric (à prix d'or) d'une partie des droits de retransmission de la dernière Coupe du monde de football, la chaîne de Bouygues entendait bien rentabiliser son investissement. Quitte à ce que cette « actualité footballistique » déclinée sous tous les angles envahisse les JT, jusqu'à constituer l'information principale du 20h le plus suivi par les Français !

Ainsi, c'est souvent le tiers, et parfois beaucoup plus, du JT qu'on consacra à cette Coupe du monde au Brésil. Si l'on ajoute les habituels sujets « magazine » ou « faits divers », que reste-t-il pour informer sur les questions économiques, sociales, politiques, nationales et internationales ? Même le pays hôte, pourtant sillonné pendant des semaines par des armadas d'envoyés spéciaux, et dont l'actualité sociale brûlante, la vie politique, culturelle, économique ne manquaient pas d'intérêt, furent ignorées au profit du parcours de l'équipe nationale et de la « passion » de ses supporters... Illustration par la semaine du 23 au 29 juin :

Lundi – 3 sujets diffusés dans la seconde partie du JT. Total : **5'20**

Mardi – 7 sujets en fin de journal. Total : **13'10**

Mercredi – Ouverture du JT, puis 6 sujets en début de journal ; le « reste de l'actualité » en 9'35 ; retour à l'essentiel avec 7 sujets football pour conclure le journal. Total : **23'45**

Jéudi – Premier titre annoncé, suivi de 2 sujets ; puis 10' à nouveau pour conclure le journal. Total : **13'15**

Vendredi – Premier titre et ouverture du JT ; 5 reportages pour près de 10' en fin de journal. Total : **11'30**

Samedi – Journal abrégé pour cause de... football

Dimanche – C'est désormais la norme, les titres s'ouvrent sur la Coupe du monde ; enchaînement avec pas moins de 8 sujets. Total : **16'05**

Tout est donc bon sur TF1 pour faire flamber l'audimat et le prix de la page publicitaire... même sacrifier les JT – qui n'entretiennent dès lors plus qu'un rapport très lointain avec ce que l'on qualifie habituellement de JT –, transformés pour les besoins de la cause (et du chiffre d'affaires de TF1) en produits d'appel. Ce procédé qui inféode l'information aux exigences commerciales de l'industrie audiovisuelle n'est évidemment pas l'apanage de TF1 : France 2 avait fait presque aussi bien pour les Jeux olympiques d'hiver et s'apprêtait à renouveler l'opération à l'occasion du Tour de France...

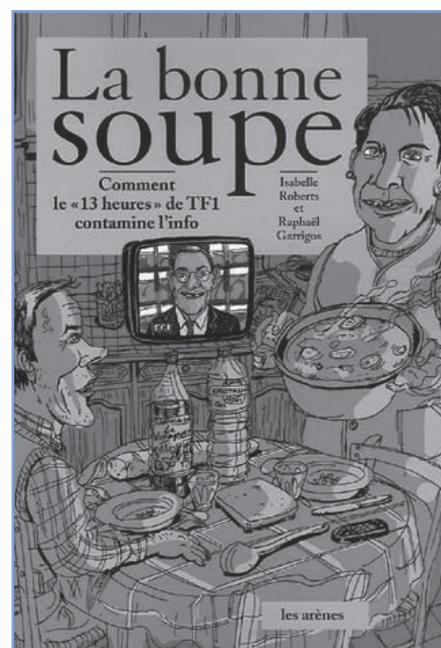
# LE 13H DE TF1 : LA BONNE SOUPE

*Paru en février 2006, l'ouvrage d'Isabelle Robert et Raphaël Garrigos, La Bonne soupe. Comment le « 13 heures » de TF1 contamine l'info [I], n'a, pour l'essentiel et quelques exemples mis à part, rien perdu de son actualité. Il propose des observations détaillées du contenu et des conditions de production d'un journal télévisé qui, plus que tout autre, est celui de son présentateur: Jean-Pierre Pernaut, dit JPP, arrivé à ce poste en... 1988. Des observations que l'on déguste avec plaisir... quoique la soupe soit parfois amère. On n'en a retenu ici que de brefs fragments.*

Cinq formules de Pernaut lui-même résument, selon les auteurs, les principaux ingrédients de la soupe servie quotidiennement par JPP :

1. « **Notre coup d'œil habituel aux prévisions météo d'Évelyne Dhéliat** »;
2. « **Et pour commencer ce journal** » (autrement dit "l'actu à la Pernaut" : « Dix minutes à parler de tout et de rien. Mais surtout de rien »);
3. « **Et puis dans l'actualité** »: en une minute et demie, le tour de l'actualité;
4. « **Et maintenant l'actualité des belles choses** »: la partie magazine qui a fait la réputation de JPP;
5. « **Pendant ce temps-là à la Bourse** ».

Mais c'est « *L'obsession des régions* » qui fait une grande part de l'originalité de la recette. Comme le montre l'extrait que nous reproduisons, cette « *décentralisation de l'information* » n'a pas pour objet l'actualité des régions, mais « *des nouvelles de la France, de toute la France, par le biais des régions* », en compagnie des « *Français de Pernaut* »: le petit commerçant, le paysan, le garant de la tradition. Pour satisfaire cette obsession, un réseau de correspondants régionaux en liaison avec la PQR fondé par Christian Dauriac a été mis à contribution: douze bureaux fin 1987, dix-neuf en 2006, qui devaient permettre de fournir une information non institutionnelle et réactive (selon son créateur), mais qui a finalement servi à fournir les ingrédients régionaux de la « bonne soupe ».



## « ON OUBLIE LA MODERNITÉ, ON REPART DANS LA NATURE »

C'est par cette phrase que, le 28 janvier 2003, Pernaut fait l'enchaînement entre un reportage sur les sonneries de téléphones portables téléchargeables sur Internet et un reportage suivant une classe de neige d'enfants bretons. Modernité futile de la ville et vérité de la nature, tel est le contraste que Pernaut pratique chaque jour. Le 8 septembre 2005 à Coudray-au-Perche (Eure-et-Loir), c'est un jardin de dahlias que nous fait visiter Pernaut. Des dahlias qui, précise le commentaire du reportage, ont poussé « sans arrosage, ni engrais », rien de chimique, Madame, que du naturel. Et les heureux propriétaires? Un vieux couple, Omer et sa compagne, deux siècles à eux deux. Car la nature, bien sûr, ça conserve, c'est « Madame Fleur » (c'est ainsi qu'on la surnomme dans le coin la femme d'Omer, nous apprend le commentaire) qui le dit: « À vivre dans la verdure, on garde sa verdure. »

À la campagne, pas d'ordinateur ni d'Internet à en croire Pernaut. Son « On repart dans la nature », utilisé sans relâche, est un passeport pour quitter la ville, sa vitesse, sa corruption, sa fausseté. Un passeport pour goûter aux vertus de la campagne et des salades sauvages, d'un hameau perdu au cœur des Pyrénées ou d'une station balnéaire à l'arrière-saison. Rien de mieux qu'une station balnéaire en plein hiver, à en croire le « 13 heures » de TF1 où ce type de sujets se multiplie sitôt les vacances scolaires terminées. Pourquoi? Parce que la station balnéaire est enfin délestée de ses touristes qui l'ont souillée l'été durant (et fait vivre aussi, mais bon, c'est un détail) et qui ont enfin regagné la grise ville. Ainsi, le 29 août 2005 était-on à Pornic (Loire-Atlantique) pour « y profiter de la mer sans la foule de l'été ». Écoutez cette femme sur la plage: « On est tout seuls, c'est bien. »

Avec ce sésame enchanteur, « On repart dans la nature », Pernaut nous promet monts et merveilles et même « des

*petits paradis* ». En l'espèce, des jardins ouvriers où, à défaut de potagers, « on cultive l'amitié et la convivialité » (22 oct. 2003). Un reportage sur la visite d'un club du troisième âge chez un horticulteur nantais et c'est l'occasion de recueillir une nouvelle ode à la nature: « *Les bois, la nature, explique une vieille femme, c'est ça qu'on devrait apprendre à tous.* » Suivez la dégustation d'eau du robinet à laquelle se livrent les habitants de Bougueil (25 nov. 2003) et écoutez le constat définitif de ce vigneron au palais très sûr: « *Il y a une déviation aromatique, c'est moisi, c'est l'eau de la ville...* »

Car la nature, chez Pernaut – sous ce terme générique, il englobe la campagne et ses fameuses régions –, c'est ce qui est pur, vrai, raisonnable, solidaire. En Corse, le 26 janvier 2004, on chante les louanges de Pierre l'épicier qui a eu l'idée incroyable de faire les livrer les commissions à ses clients par Jérôme le facteur. Un élan d'entraide qu'on ne verrait pas en ville, c'est sûr.

Le 30 janvier 2004, alors que l'actualité chez Pernaut est à la neige, les citadins prennent une sacrée leçon de relativité en Haute-Loire. Les pieds dans la neige recouvrant la campagne, une femme tempère: « *C'est la saison, c'est pas pire qu'ailleurs.* » Une morale des régions dont la ville devrait s'inspirer, commente ensuite Pernaut d'un air pincé, alors qu'avec « *deux centimètres dans la région parisienne, on a bloqué toute l'économie.* » D'ailleurs, quand Pernaut s'aventure – c'est rare – à Paris, c'est pour vanter le paysan madré qui y a réussi, tels, le 23 septembre 2003, les Aveyronnais de Paris, qui restent en clan et qui, la retraite venue, s'empressent de quitter l'air vicié de la ville.

## LA DÉCENTRALISATION DE L'INFORMATION

Pourtant, le « 13 heures » de Jean-Pierre Pernaut n'est pas le journal des régions. Il ne délivre pas d'actualité des régions comme le font les éditions régionales et locales de France 3 qui s'adressent à un public restreint puisque circonscrit au décrochage en question. Non, simplement, il se déroule en région. Mais, alors qu'un journal de presse quotidienne donne des nouvelles de la région, Pernaut,



lui, donne des nouvelles de la France à toute la France par le biais des régions: la hausse du tabac concerne toute la France, mais le « 13 heures » en parle depuis la Bretagne. En réalité, Pernaut a inventé l'information décentralisée: pas besoin d'entendre un ministre justifier depuis Paris l'augmentation du prix des cigarettes, administrez plutôt un « micro-trott' » (c'est l'abréviation en vigueur à TF1) bien senti, écoutez plutôt l'Auguste, vieillard tabagique breton, il nous dira parfaitement cette actualité depuis son petit village de Port-Saint-Père (Loire-Atlantique). De même, point n'est besoin de graphique montrant la hausse du prix du pétrole ou de discours d'expert de l'OCDE, allons plutôt à Port-en-Bessin (Calvados) prêter l'oreille aux pêcheurs que l'augmentation du prix du gazole inquiète. En plus, le pêcheur donne le prix du gazole en francs: « *Je vais le dire en francs parce que moi je suis resté au franc.* » Quand, en février 2004, la visite médicale pour les conducteurs de plus de 75 ans est décidée, qui le « 13 heures » de Pernaut va-t-il interroger? Un certain Léonce, à Lavérune (Hérault), qui estime que « *c'est pas les vieux qu'il faut regarder, c'est souvent les jeunes qui font les couillons sur la route* ». Un sacré expert, ce Léonce, qui se rendra tout de même prudemment à sa visite médicale à pied.

Ce parti pris de passer l'actualité par le prisme des régions laisse aussi entendre que là, à la campagne, dans les petits villages, tout est plus « vrai » qu'à la ville. En région, on a de « vrais » hivers et de « vrais » problèmes. D'ailleurs, le terme très parisien, donc forcément un peu louche, de « province » est proscrit chez Pernaut qui ne le prononce jamais. Et ce « tout ce qui n'est pas Paris », à

savoir les régions, voire la nature, se mélange dans un magma de valeurs estampillées « vraies » dont la capitale est écartée. Finalement, il n'y a que le Parisien qui pourra se sentir légèrement exclu. Et encore, la notion de région, au « 13 heures », est-elle extrêmement floue et fluctuante. La seule ville, c'est Paris, Même les grandes villes de province sont transformées en petits villages. Ainsi, dans ce reportage du 25 novembre 2003, voit-on le pompier, le facteur et l'éboueur faire le tour des habitants pour vendre leur calendrier. Quel est donc cet aimable hameau, ce petit bled où tout le monde se connaît, où l'on glisse un petit biffeton au facteur pour son calendrier avec les chatons dessus? C'est Lille, tout de même quatrième ville française, que Pernaut n'envisage pas autrement que comme un gros bourg. De même, en novembre 2005, Pernaut nous emmène-t-il à Lempdes, « *un petit village du Puy-de-Dôme* », pour y recueillir l'avis des habitants sur les émeutes en banlieue. Petit village? Vérification faite, Lempdes compte 9200 habitants, une petite – certes – ville située dans la banlieue de Clermont-Ferrand. Lempdes, une ville, une vraie, ses quatre écoles maternelles, ses trois écoles primaires, son collège, son usine aéronautique et son Pierre-Jules Boulanger, inventeur de la 2 CV (car Lempdes s'est autoproclamée « *capitale de la 2 CV* », un bon sujet ça Jean-Pierre). Mais chez Pernaut, ni Lempdes, ni Lille ne sont des villes. Ce sont des régions.

Extraits (p. 29-34) de *La bonne soupe. Comment le « 13 heures » de TF1 a contaminé l'info*, d'Isabelle Roberts et Raphaël Garrigos, Éditions Les Arènes, février 2006, 17,80 €, publiés ici même avec l'accord des auteurs. Voir sur notre site pour une présentation plus détaillée.

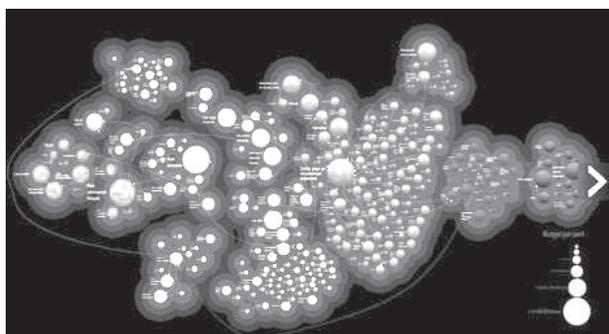
# LE DATA JOURNALISM, NOUVEAU MIROIR AUX ALOUETTES ?

*Le data journalism, ou « journalisme de données » (ou « de banque de données ») entend renouveler le métier par la mise à disposition du public de données statistiques originales, notamment institutionnelles, par leur exploitation et par leur analyse. Pour ses promoteurs, cette nouvelle forme d'investigation et d'exploitation de sources (ouvertes ou non) promet de rendre compréhensibles les sujets abscons et de révéler des informations qui n'auraient pu sortir sans ce croisement entre travail de recueil et de traitement des données et travail journalistique. À partir de quelques exemples, loin d'être exhaustifs, tentons d'apprécier l'apport informatif de ces pratiques journalistiques, mais aussi de mesurer l'écart (parfois important) entre les promesses du « label » data journalism et ses réalisations effectives.*

## BEAUCOUP D'INFOGRAPHIE, PEU DE HIÉRARCHIE

L'une des principaux apports du *data journalism* résiderait dans sa capacité à « simplifier » l'information en rendant rapidement accessibles des dossiers particulièrement complexes. Ce « nouveau » journalisme aurait en effet comme atout de « produire du sens » et de « faciliter l'analyse » ou encore de « mieux contextualiser une actualité écrite ».

Dont acte. Examinons un exemple tiré de *L'Express*. L'hebdomadaire a publié sur son site une carte des micro-partis politiques français en 2009. Le sujet est à l'évidence d'intérêt public, la somme de données compilées vraisemblablement considérable, mais la représentation graphique qui en est donnée, aussi esthétique soit-elle, n'en simplifie guère la compréhension – voire l'obscurcit encore...

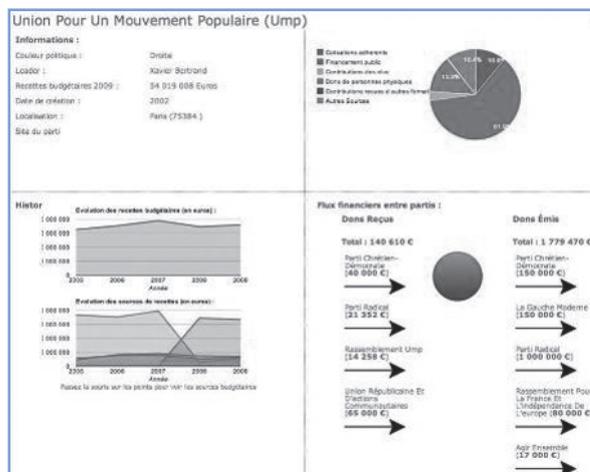


La carte publiée par *L'Express* ne facilite pas, au premier abord en tout cas, la compréhension de ce que souhaite démontrer le journal: « la nébuleuse des partis politiques français et leurs sources de financement ». Si l'on comprend que c'est effectivement une nébuleuse, on comprend

moins spontanément quelles sources de financement sont mobilisées, à quelle hauteur et vers qui...

Noyé dans ce nuage de bulles, certes colorées mais peu compréhensibles, le lecteur aura du mal à en saisir l'intérêt et le sens sans se reporter aux commentaires écrits qui seuls peuvent expliquer la raison d'être de ces micro-partis, comment ils sont utilisés par leurs dirigeants, en quoi ils posent problème, etc.

De même, dans le graphique ci-dessous, issu du même dossier de *L'Express*, le lecteur gagnerait à se voir indiquer clairement la part de financement public qui compose le budget de l'UMP:

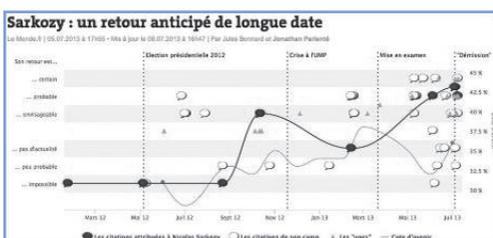


Non pas que l'information n'y figure pas – elle apparaît dans le camembert en haut à droite –, mais elle est hélas noyée dans les nombreuses statistiques présentées. Cette absence de hiérarchie et d'indication permettant de discriminer les données essentielles nuit à la pertinence du document.

La représentation graphique que livre *L'Express* du financement des partis politiques n'est pas inintéressante, mais souffre de son absence presque totale de hiérarchie. De ce point de vue, un simple article écrit, établissant les principales modalités de financement politique, et approfondissant la présentation des données les plus saillantes, n'aurait-il pas mieux répondu aux questions posées par l'hebdomadaire? Ou pour les lecteurs plus exigeants, pourquoi pas un article servi par quelques données mais à condition que celles-ci soient contextualisées et expliquées. Ici, en dehors du travail (très fouillé, reconnaissons-le) d'agrégation des données et de représentation graphique, le lecteur est bien seul face à ces statistiques...

## « DÉCRYPTER » OU COMMENTER LES COMMENTAIRES?

Il arrive que la mobilisation des données soit utilisée pour commenter... des commentaires! Ainsi en va-t-il au *Monde*, dont une rubrique dédiée aux décryptages comprend une entrée qui rassemble les « data visualisations » (*sic*), et qui consacre par exemple quelques articles à commenter l'éventuel retour de Nicolas Sarkozy. Bien que l'article comporte effectivement une « data visualisation », on perçoit mal l'apport journalistique et en terme de « décryptage » du papier.



La cote d'avenir modélisée par *Le Monde* compile les « citations attribuées à Nicolas Sarkozy », les « citations de son camp » et les « Unes » et en déduit le retour « anticipé de longue date » de l'ex-président de la République. Si le souci d'objectiver la chose est louable, la méthode pour y parvenir est plus que critiquable: la presse s'appuie sur ses propres spéculations pour... spéculer sur le retour de N. Sarkozy! En compilant les Unes de la presse, les déclarations de M. Sarkozy, les citations de l'UMP et la « cote d'avenir » (c'est-à-dire les sondages de popularité), *Le*

*Monde* parvient même à donner un « score de probabilité » (!) au retour de l'ex-président – score qui mesure aussi bien l'efficacité de la stratégie de communication des sarkozystes, et de la docilité de la presse pour la relayer...

Quant à l'intérêt journalistique du papier, sa présentation très « scientifique » ne parvient pas à faire oublier qu'il ne s'agit, comme c'est la norme dans le journalisme politique dominant, que d'un simple agrégat de commentaires (politiques) et de commentaires (médiatiques) sur les commentaires... Mais gageons qu'un tel papier servira toujours à meubler les dîners des CSP++, une des cibles privilégiées du *Monde* depuis qu'il est devenu l'accessoire préféré des classes dominantes.

## JOURNALISTE OU COMPTABLE?

La question peut se poser en consultant certaines « data visualisations ». Les journalistes pratiquant ce genre de journalisme sont très souvent dépendant des « données » transmises par l'État et les organismes publics (opérateurs de l'État, collectivités, Cour des comptes, etc.). Or la transmission de données, c'est-à-dire le choix d'en diffuser certaines et pas d'autres, n'est pas un acte neutre et sans arrière-pensées politiques. Les journalistes se saisissent donc de données minutieusement choisies par les services de l'État et parfois retravaillées par eux pour leur permettre d'étayer un message bien défini.

En bout de chaîne, la production journalistique est donc orientée *a priori*. Il suffit de citer les « data visualisations » basées sur les statistiques produites par la Cour des comptes et proposées dans *Le Monde*. Deux papiers dont le message est, consciemment ou inconsciemment, libéral: l'État dépense trop (ou ne gagne pas assez). Ne pas gagner assez, c'est ainsi le credo de l'article dédié à « L'inventaire à la Prévert » des biens de la ville de Paris. On y apprend par exemple que la ville pourrait mieux faire « fructifier » ses biens. En spéculant?

Dépenser trop, c'est la ligne du second article, intitulé « Dépenses publiques: les remèdes de cheval préconisés par

la Cour des comptes », dans lequel est exposée une liste des mesures proposées par l'institution. Listant les mesures dont l'objectif unique est de « diminuer la dépense publique », comme par exemple « agir sur les primes des fonctionnaires » (une catégorie de salariés qui donne des boutons à l'éditocratie, pourtant pas bégueule quand il s'agit de tendre la sébile à l'État), *Le Monde* ne remet jamais en question le postulat de départ qui préside au rapport de la Cour des comptes: pourquoi faudrait-il baisser la dépense publique? Pour le journal du soir, la question ne se pose pas tant la réponse va de soi, et le journal dit de référence se fait ainsi le porte-parole du « cerbère de l'austérité ».

Certes, ces informations sont probablement incontestables et vérifiées, mais travailler uniquement à partir d'une source étatique pose forcément problème. Reste cependant au journaliste la possibilité de donner une lecture autre que celle vers laquelle le dirigent les statistiques – c'est loin d'être acquis si on se fonde sur les exemples cités ci-dessus.

\*\*\*

Le *data journalism* semble finalement moins être un « nouveau journalisme » qu'un complément possible du travail journalistique « classique », permettant de rendre plus attractive la présentation des données et autres éléments informatifs livrés au lecteur. Il pourrait aussi permettre d'exploiter des informations statistiques, comptables, etc., laissées jusque-là en jachère par les journalistes. Néanmoins, dépendants de sources dûment choisies par la puissance publique ou les entreprises, contraints à faire du journalisme « assis » et à rédiger du commentaire de commentaires, les « datajournalistes » ne nous paraissent pas à même de combattre, ou au moins de pondérer, les tares médiatiques que nous dénonçons régulièrement. On veillera cependant à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain: un article servi par des « données » peut très bien être parfaitement informatif et éclairant. À condition de ne pas faire du label « datajournalisme », très à la mode, un parangon de journalisme en soi, ni le cache-misère d'une profession sinistrée.

# « LE BOURRAGE DE CRÂNE », PAR VICTOR SERGE (1937)

*Popularisée par les opposants à l'Union sacrée durant la guerre de 1914 pour dénoncer les outrances et les mensonges de la propagande des belligérants, l'expression « bourrage de crâne » fut également utilisée durant l'entre-deux-guerres, en particulier dans les milieux révolutionnaires, toujours suspicieux envers les manipulations et les errements de la grande presse et son « abominable vénalité », selon le titre d'un livre de l'époque.*

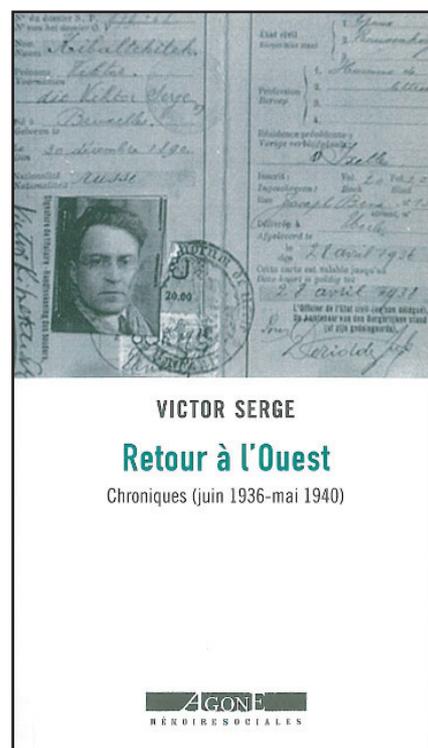
*Dans l'article que nous reproduisons ci-dessous [1], l'écrivain militant Victor Serge (1890-1947) dresse un bref florilège de cette pratique du mensonge, « vieille comme la presse », qui a pu prendre des formes différentes selon les époques, bien loin, aujourd'hui comme hier, du « moyen d'éducation » et du « précieux stimulant à la vie intellectuelle et morale » que pourrait être une information libérée des puissances financières et des propagandes étatiques.*

Si l'on vous demandait combien de variétés de mensonges vous connaissez et quelle est la plus pernicieuse, vous demureriez probablement perplexe. Je ne prétends pas vous renseigner de façon sûre et complète sur ce point important; mais je vois: d'abord le mensonge tout court, tout innocent, tout bénin, qui consiste à dire autre chose que la vérité. Ensuite: la diplomatie, la statistique, le montage photographique. Des puissances signent un pacte de collaboration, disons le pacte à quatre. Cela veut dire qu'elles vont se nuire désormais de leur mieux. L'agence soviétique Tass nous annonce une récolte éblouissante: cela veut dire que dans un an on fusillera de pauvres bougres, qualifié de saboteurs, parce que cette même récolte se sera révélée insuffisante. Un journal nous offre, sous de larges chapeaux de paille, une collection des faces hilares, avec cette légende: « Les Forçats rient aux îles du Salut » et cette énormité est vraie, après tout: il arrive aux forçats de rire dans leur enfer.

Il y a encore une forme du mensonge particulièrement riche parce qu'elle combine toutes les autres en y ajoutant l'information (ne souriez

pas...), l'imagination et le grand tirage. Elle s'appelle le bourrage de crâne et dépasse de loin en capacité de nuire tous les autres procédés de truquages et d'escroqueries psychologiques. La chose est vieille comme la presse, le mot, un mot magnifique par sa précision, est né pendant la guerre, à une époque où la presse s'attachait, avec un zèle sans bornes, à « bourrer » de sornettes les crânes des hommes qu'il fallait amener à tuer et se faire tuer pour que les oligarchies capitalistes rivales pussent refaire la carte du monde (de manière à recommencer plus tard...).

Par le bourrage des crânes, la presse qui pourrait être, entre les mains d'une collectivité libre, soucieuse de ses intérêts spirituels, un moyen d'éducation et un précieux stimulant à la vie intellectuelle et morale, devient l'empoisonneuse des cerveaux. À un point tel que l'on se demande si l'invention de l'imprimerie n'est pas en train de se retourner contre l'homme. De fait, il en est bien ainsi, dans une forte mesure. Comme toute la technique, l'imprimerie et la presse finiront par se retourner implacablement contre l'homme si



la forte main des travailleurs n'y met bon ordre, je veux dire ordre socialiste. Ouvrons plutôt cet étonnant numéro du *Crapouillot* consacré par Jean Galtier-Boissière au bourrage de crâne [2]. Véritable anthologie du cynisme, de la bêtise, du mépris de l'homme.

Dès la couverture, les fac-similés d'inoubliables manchettes de grands journaux nous éclairent. *Le Matin* du 24 août 1914 publie en capitales éclatantes que « *Les Cosaques sont à cinq étapes de Berlin* ». En réalité, les Uhlans [cavaliers] n'étaient pas à cinq étapes de Paris. *La Presse* du 16 mai 1922 proclame en première page : « *Nungesser et Coli ont réussi* ». Et voici des détails sur l'arrivée des deux aviateurs à New York : « *L'atterrissage se fit dans d'excellentes conditions... Nungesser et Coli, après s'être posés sur l'eau, restèrent un instant immobile dans leur appareil, comme insensibles aux acclamations... Puis ils se levèrent tous deux de leur siège et s'embrassèrent...* » Partis pour tenter de traverser l'Atlantique, les deux aviateurs étaient en réalité tombés en mer. Leurs cadavres noyés

## Victor Serge (1890-1947)

Né à Bruxelles dans une famille d'exilés anti-tsaristes, rédacteur à *L'Anarchie*, Victor Serge rejoint la Russie à l'annonce de la révolution. Membre de l'opposition de gauche du parti bolchevique, il connaît la prison puis la relégation en Oural. Expulsé d'URSS après des années d'interventions de militants et d'écrivains, il arrive à Bruxelles en avril 1936. Boycotté en France par la presse du Front populaire, il est invité par *La Wallonie*, un journal socialiste de Liège, à publier une chronique hebdomadaire. Écrivain sensible et témoin lucide, Victor Serge se fait ici, sans renoncer à ses idéaux d'émancipation, le chroniqueur des contre-révolutions à l'œuvre dans une Europe qui se dirige vers un second conflit mondial.

Extrait de *Retour à l'Ouest*, Agone, 2010

flottaient quelque part, pendant que des marchands de papier salement imprimé préparaient cette édition spéciale pour ramasser des gros sous...

On croyait jusqu'ici que la guerre de 1914-1918 avait été la grande époque du bourrage de crâne. Les guerres présentes nous l'ont ramené fortifié et comme rajeuni. *Le Jour* annonce le 8 novembre 1936 : « *Les Nationaux sont à Madrid... ils font aujourd'hui leur entrée dans la ville.* » *Le Petit Parisien* écrit ce même soir, sur un ton sage : « *La prise de Madrid ouvre une nouvelle phase dans la guerre civile...* » (Cela me fait penser que quelques jours avant l'exécution de Toukhatchevski, *L'Humanité* annonçait sobrement des « *mutations dans l'armée rouge* » ; et d'autres feuilles communistes démentaient les rumeurs calomnieuses sur la disgrâce et l'arrestation du maréchal rouge...)

Nous ne relevons ici que les énormités touchant à l'information. Il en est d'autres qui nous mettent en tête-à-tête avec cette puissante et malfaisante personne qui s'appelle la Bêtise. La Bêtise imprimée, imposée, venant nous apprendre à penser et sentir. En voulez-vous des perles ? Voici :

« *Plus les armes se perfectionnent, plus le nombre des morts et des blessés diminue.* » (*Le Temps*, 4 août 1914)

Un carabinier belge raconte : « *Je ne prends plus mon fusil, je pars avec une tartine, lorsque les Allemands la voient, ils me suivent.* » (*L'Intransigeant*, 17 août 1914)

« *Nos soldats se f... des gaz asphyxiants.* » (Marcel Hutin, *L'Écho de Paris*, 16 octobre 1916)

### Sur la révolution russe :

« *Les Maximalistes réquisitionnent les jeunes filles.* » (*Le Matin*, 19 avril 1919)

« *Les bolcheviks... sacrifient les enfants des classes bourgeoises et se livrent à des orgies effrénées.* » (*Le Matin*, 2 mars 1920)

« *Petrograd se soulève contre les Sovièts. Les troubles augmentent à Moscou.* » (*Le Matin*, 12 octobre 1919)

C'est le moment précis où la grande Commune encerclée va vaincre à la fois sur trois fronts : à Petrograd, dans l'Oural, dans le Midi.

### Sur la guerre d'Éthiopie :

« *La riposte préventive italienne a été prompte.* » (*Le Petit Parisien*, 5 octobre 1935)

« *Qu'allait faire cette ambulance à proximité du front ?* » (*Le Messein*, 3 janvier 1936)

### Sur la guerre civile en Espagne :

« *Un État soviétique s'est formé dans le Midi de la France, capitale Perpignan...* » (Dépêche officielle allemande, datée de Paris, le 11 janvier 1937 par le *Deutsche Nachrichten Buro*)

« *Les Rouges ont détruit en quarante-huit heures tous les trésors artistiques de la Catalogne.* » (*Le Matin*, 31 juillet 1936)

« *Guerre en famille. Des jeunes filles apportent des fleurs aux combattants. On parle, on rit, on chante.* » (Vaillant-Couturier, *L'Humanité*, 28 juillet 1936)

Galtier-Boissière termine son anthologie sur cette phrase juste : « *... le déboureur de crâne joue un rôle assez ingrat et doit être sérieusement blindé contre les injures combinées des vendus, des salauds et des imbéciles.* » On le lui a bien fait voir peu de jours plus tard en le débarquant du *Canard enchaîné* pour s'être permis quelques mots sévères sur de fort vilaines histoires... Le *Canard*, lui aussi, avait reçu ses consignes [3].

[1] Avec l'aimable autorisation des éditions Agone. L'ensemble des 202 chroniques écrites par Victor Serge de juin 1936 à mai 1940 pour le quotidien belge *La Wallonie* sont reproduites sur le site d'Agone. 93 d'entre elles ont fait l'objet d'une publication en volume sous le titre *Retour à l'Ouest* (Agone, coll. Mémoires sociales, 2010).

[2] « Le Bourrage de crâne », *Le Crapouillot*, numéro spécial, juillet 1937. Journal satirique fondé en 1915 par le polémiste Jean Galtier-Boissière (1891-1966). Son nom, littéralement « petit crapaud », désignait un petit mortier de tranchée dans l'argot des poilus [note de l'éditeur].

[3] Sur ces épisodes qui conduisirent au départ de Galtier-Boissière du *Canard enchaîné* après le caviardage d'un de ses articles qui évoquait la répression contre le POUM et les anarcho-syndicalistes en Espagne, ce dernier rapporte cette remarque d'Henri Jeanson qui se solidarisa avec lui : « *Nous étions entrés au Canard enchaîné, nous quittons le lapin russe.* » Lire Jean Galtier-Boissière, *Mémoires d'un Parisien*, Quai Voltaire, 1994, p. 719 [N.D.E.].

# ACHARNEMENT DE L'ADMINISTRATION FISCALE CONTRE ACRIMED

*Le 20 mai 2014, nous lançons une souscription destinée à récolter 40 000 euros destinés à pérenniser les deux emplois salariés indispensables au bon fonctionnement et au développement d'Acrimed. À la fin du mois d'août, le compte y était, doublement, avec plus de 80 000 euros récoltés! Un résultat inespéré, favorisé par l'obtention par Acrimed d'un statut lui permettant de bénéficier de dons défiscalisés. Un succès, donc? C'était sans compter sur le ministère des Finances...*

Les Français peuvent être rassurés. L'administration fiscale traque impitoyablement et prioritairement les avantages fiscaux exorbitants et indus, les « niches fiscales » les plus scandaleuses, les fraudeurs du fisc les plus fortunés. La preuve: le ministère des Finances vient de faire appel de la décision du tribunal administratif annulant les décisions qui privaient Acrimed du droit de délivrer des reçus permettant à celles et ceux qui nous soutiennent d'obtenir une réduction de leurs impôts sur les dons effectués en faveur de notre association.

Sous quels prétextes? Résumons. Le droit français permet aux associations d'intérêt général ayant un caractère éducatif ou culturel de faire bénéficier leurs donateurs d'une telle réduction. Mais, Acrimed, à la différence de Civitas par exemple, ne serait pas une association d'intérêt général en raison du caractère « partisan » de ses prises de positions: c'est-à-dire de leur parti pris. Les activités d'Acrimed n'auraient pas de caractère « culturel » « au sens de la loi fiscale »... totalement silencieuse sur ce point. Elles n'auraient

pas de caractère « éducatif », en raison de l'absence d'un projet pédagogique déterminé s'adressant à des élèves. Ainsi la défense du droit d'informer et de la qualité de l'information ne serait ni « culturelle » ni « éducative ». Évidemment, les interprétations restrictives qu'on nous oppose sont totalement arbitraires. Elles ont finalement un caractère étroitement « partisan »: l'acharnement de l'administration fiscale est manifestement politique. Mais il est à craindre qu'elle ne s'en rende même pas compte.

Qu'on ne se méprenne pas: nous sommes déterminés à apporter notre contribution à la réduction de la dette publique. Nous le faisons par exemple en contestant, non le principe des aides publiques à la presse, mais la gabegie qui préside à sa distribution. Mais nous sommes tout aussi déterminés à faire valoir le droit de nos donateurs à une très modeste réduction de leurs impôts. Nous le ferons en épuisant toutes les voies de recours juridiques, pour que force ne reste pas aux interprétations iniques de la loi.

Adhérer  
Acheter en ligne  
boutique.acrimed.org

- >> **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de .....
- >> **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed  
Cotisation de base: **30 €** Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**  
Revenus > 2000€ mensuels: **60 €** Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**
- >> **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...
  - Tarif adhérent: **10 €** Tarif normal: **15 €** Tarif de soutien: **20 €** (ou plus...)
  - Union européenne et Suisse: **25 €** Reste du monde: **32 €**
- >> **Je commande** (Pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)
  - Le T-shirt « La télé commande »: **15 €**, frais de port compris. Taille: XL, L, M, S.
  - Le(s) ancien(s) n° ..... de *Médiacritique(s)*: **3 €** le n°, frais de port compris.
  - Le(s) livre(s) n° ..... d'Acrimed, aux éditions Syllepse: **7 €** pièce, frais de port compris.
  - Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde*: **17,90 €**, frais de port compris.
  - Des autocollants: prix libre (min. **2 €** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Email : .....

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,  
et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante :  
Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris  
Tél.: 09 52 86 52 91 — Email: acrimedinfo@gmail.com

# MÉDIA(BOU)TIQUE



LIVRES — 7 €

DVD — 17,90 €



AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL



ANCIENTS MÉDIACRITIQUE(S) — 3 €

n° 1: Attention Sondages ! (épuisé) — n° 2: Sexisme médiatique  
 n° 3: Médiatisation, piège à cons — n° 4: Amour, sport et beauté  
 n° 5: Pédagogies médiatiques — n° 6: Transformer les médias ?  
 n° 7: Médias de démobilisation sociale — n° 8: Varia + Jeux de l'été  
 n° 9: Retraites: 20 ans de propagande — n° 10: Médias et écologie (épuisé)  
 n° 11: Médias et complots (épuisé) — n° 12: Varia (épuisé)

T-SHIRT — 15 €

Prérétréci,  
 90% coton, 10% polyester  
 4 tailles disponibles:  
 XL, L, M, S.



# BHL ET LES INDIGNÉS D'UN JOUR

Et, d'un coup, voilà Bernard Henri-Lévy interrogé sur l'asymétrie entre la fermeté de ses prises de positions pour des interventions militaires en vue de protéger les civils en Tchétchénie, en Syrie ou en Libye et son assourdissant silence sur Gaza\*.

Ceux qui pleurent les Palestiniens, je ne les ai pas vus dans la rue pleurer d'autres morts.

On ne vous a pas entendu critiquer le gouvernement Netanyahu.

Ceux qui sont allés manifester dans les rues, ces manifestants, les indignés d'un jour, les Hamasistes du dimanche ...

Ma position est connue : je suis pour deux états et pour que les Palestiniens, en finissent avec leur statut d'otages de leurs dirigeants.

Des antisémites qui descendent pour aller casser du juif, qui se moquent des Palestiniens !

Qui est responsable de ces 2000 morts ?

Le Hamas !

Vous ne pouvez pas laisser croire que des gens qui manifestent contre les morts en Palestine sont des antisémites !

Et voilà pour la critique sévère (mais juste) du gouvernement Israélien,

Moui. Il se trouve certainement parmi les manifestants des hommes et des femmes de bonne volonté. Mais il y a aussi les proches de Soral, ceux qui manifestent aux cris de " Israël ... heu ... J'ai pas envie de répéter, ça me donne la nausée.

BHL n'est pas un maboule qu'on sort une fois à Noël pour rigoler sur les plateaux télé : il a son rond de serviette partout. Ainsi, en un mois (mi-août à mi-septembre), on a pu lire sous la plume magique de BHL ou à propos de sa sublime personne des interviews, recensions, entretiens, articles à ne plus savoir qu'en faire.

Entre autres dans The New republic, le Nouvel Obs, Ukraine Today, Corriere della Sera, Théâtral Magazine, le Magazine Littéraire, Paris Match, Elle, Arte, Pariscope. Les Inrocks, l'AFP, Le Monde, France Culture (2 fois), Le Point (4 fois), Le Figaro (2), Huffington Post (2), Les échos (2), Libération (03), Le Parisien (2), le 20H de TF1 ...

\* On n'est pas couché. France2, le 06/09/14